



VILLE DE
CHOISY-LE-ROI

Place Gabriel péri
94600 Choisy-le-Roi
www.choisyleroi.fr
☎ 01.48.92.44.44

Procès-verbal de la séance du Conseil municipal du Mercredi 28 novembre 2018

Le vingt-huit novembre deux mille dix-huit à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Choisy-le Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le 20 novembre 2018, s'est réuni Salle du Conseil Municipal, Hôtel de Ville, sous la présidence de Didier GUILLAUME, Maire.

Étaient présents :

MM. GUILLAUME Didier, DIGUET Patrice, BRAHIMI Nadia, ID ELOUALI Ali, DESPRES Catherine, AOUMMIS Hassan, MASSÉ Elodie, ARNAUD Anne Marie, LUC Nadine, JUHEL Françoise, ROCHE Gabriel, BENKAHLA Malika, ENNAOURA Hafid, TISLER Frédéric, HERVY Patrick, BOIVIN Bernard, GUINERY Annick, ATHÉA Bernard, DUPUY Gilles, GRASSET-PRIAN Chantal, RIFFAUD Isabelle, BELLIER Carole, LEONCE Vanessa, GAUSSENT François, AIT IDIR Jamil, JULIAN Anne-Laure, ALIROL Béatrice, PANETTA Tonino, COELHO Vasco, BERCIER Corinne, PERYAGH Yves jusqu'à 23h23, OSTERMEYER Sushma, BRIENNON Jean Marc, DRUART Frédéric, SALIM Malika, FRANCISOT Amandine, BARON Monique.

Étaient représentés :

Mme Christiane MORO	mandat à Mme Catherine DESPRES
Mme Sylvie LEROY	mandat à Mme Nadia BRAHIMI
M. Christophe NEUVILLE	mandat à M. Bernard BOIVIN
M. Laurent ZIEGELMEYER	mandat à Mme Anne-Marie ARNAUD
M. Laurent MELY	mandat à M. Patrice DIGUET
M. Moustapha THIAM	mandat à M. Frédéric DRUART
M. Yves PERYAGH	mandat à Mme Monique BARON à partir de 23h23

Était absent : /

Secrétaire de séance : Mme Vanessa LEONCE

Sommaire

Sommaire

→ Désignation du secrétaire de séance	4
→ Appel.....	4
→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 26 septembre 2018	4
→ Pétition pour un centre de santé aux Gondoles	4
→ Modification du règlement intérieur du Conseil municipal	15
→ Modification des commissions et de leur composition	16
RESSOURCES HUMAINES	16
→ 1. Modification du tableau des effectifs du personnel communal	16
→ 2. Mandat donné au CIG pour la négociation de conventions de participation en matière de protection sociale complémentaire.....	17
HABITAT	17
→ 1. Réaménagement des prêts contractés par 3 MOULINS HABITAT auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation pour la construction de 31 logements locatifs sociaux situés 1 bis rue Médéric.....	17
DÉMOCRATIE LOCALE CITOYENNETÉ.....	19
→ 1. Rapport 2018 sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	19
→ 2. Renouvellement de convention avec la Compagnie la Rumeur	24
→ 3. Approbation du rapport annuel 2017 du contrat de ville.....	26
FINANCES.....	26
→ 1. Rapport d'orientation budgétaire pour l'année 2019	26
→ 2. Subvention d'équilibre au budget annexe des parkings 2018	43
→ 3. Approbation du rapport 2018 de la Commission Locale d'Évaluation des charges transférées (CLECT) instituée entre la Métropole du Grand Paris et ses communes membres.....	43
SPORTS	47
→ 1. Subvention municipale aux sportifs de haut niveau – année 2018.....	47
→ 2. Subvention spécifique destinée aux écoles de clubs des associations sportives – répartition 2018	47
→ 3. Répartition du solde des subventions aux associations sportives – année 2018	47
TARIFICATIONS.....	47
→ 1. Tarification des activités sportives au 1er janvier 2019	47
→ 2. Tarification des droits de voirie à compter du 1er janvier 2019	47
→ 3. Tarifs de location des centres de vacances du 1er janvier au 31 décembre 2019.....	47

VIE INTERNATIONALE	48
→ 1. Approbation de la convention de mécénat avec Agnès.B, projet échange avec l'association « L'éducation grandit la Bosnie-Herzégovine », Bosnie-Herzégovine.....	48
→ 2. Approbation de la convention de subvention à passer entre la commune et le SIAPP, projet Coopération décentralisée « un marché pour Tringa-Maréna » au Mali	48
TRAVAUX – URBANISME	49
→ 1. Acquisition des usufruits temporaires portés par l'EPFIF dans la Résidence du Parc	49
→ 2. Acquisition auprès du SAF 94 du 23 Joliot Curie au prix de 293 394,97 euros	49
→ 3. Saisine du SAF 94 pour acquérir un appartement (lot n° 13) sis 76 Villeneuve-Saint-Georges.....	49
→ 4. Approbation des conventions de portage foncier avec le SAF 94 concernant les opérations 100 et 166 à intégrer dans le périmètre « Diffus VSG ».....	49
→ 5. Délibération rectificative – acquisition des usufruits temporaires des biens portés par l'EPFIF dans le cadre de la convention de portage foncier sur le périmètre du centre commercial Choisy Sud II	50
DÉVELOPPEMENT DURABLE	50
→ 1. Approbation de la convention de partenariat avec le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) – agence de l'énergie pour la période 2019-2020.....	50
ADMINISTRATION GÉNÉRALE.....	50
→ 1. Modification des représentant.e.s de la commune dans différentes instances.....	50
→ 2. Rapport annuel 2017 du SIFUREP.....	50
→ 3. Attribution d'un fonds d'urgence de 1500 euros au Secours Populaire au profit des sinistrés des inondations dans l'Aude.....	51
→ 4. Compte rendu des décisions L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales	51
QUESTIONS DIVERSES	51

La séance est ouverte à 19 h 30 sous la présidence de M. Didier GUILLAUME, Maire de Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Vous avez été convoqués aujourd'hui dans les formes légales en séance du Conseil municipal. Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, nous avons à désigner un ou une secrétaire de séance et je vous propose que ce soit Vanessa Léonce, la plus jeune d'entre nous, qui est tout à fait d'accord. Je la remercie.

→ Désignation du secrétaire de séance

(M^{me} Vanessa Léonce est désignée à l'unanimité secrétaire de séance.)

M. le Maire : La parole est à Monsieur le Directeur général des services pour procéder à l'appel nominal.

→ Appel

(M. Christophe Richard procède à l'appel.)

→ Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 26 septembre 2018

M. le Maire : Je vous remercie. L'ensemble des membres du Conseil municipal ont reçu le procès-verbal de notre dernière séance du 26 septembre avec la convocation. Avez-vous des observations concernant ce procès-verbal ? Je n'en vois pas, nous l'adoptons. Je vous remercie.

Vous avez sur table les trois vœux qui seront étudiés et proposés au vote en fin de séance ainsi qu'un document concernant le développement économique du territoire Grand-Orly Seine Bièvre. Il nous paraissait important que l'ensemble des Conseillers municipaux puissent avoir les éléments sur le travail qui est effectué. Vous y trouverez aussi un petit mémo sur notre présence au sein du SIPPEREC.

Vous avez reçu aussi l'ordre du jour. Y a-t-il des observations sur cet ordre du jour ? Je n'en vois pas, nous l'adoptons.

(Arrivée de M^{me} Chantal GRASSET-PRIAN.)

→ Pétition pour un centre de santé aux Gondoles

M. le Maire : Nous aurons 32 délibérations à examiner et à soumettre au vote ce soir. Vous savez que nous avons déjà modifié notre règlement intérieur du Conseil municipal et notamment son article 3. Cette démarche permet aux citoyens de s'impliquer dans la vie de la cité en donnant la possibilité dans le cadre de l'exercice du droit de pétition de faire en sorte que le maire puisse être saisi et donner la parole aux pétitionnaires. *« Dans le cadre de l'exercice du droit de pétition, le maire pourra être saisi par tout résident Choisyen âgé de 16 ans minimum, signataire d'une pétition de 400 signatures au moins, afin de proposer l'inscription à l'ordre du jour de l'assemblée délibérante dès lors que le sujet relève de la compétence de la commune. De fait, sont considérées comme résident Choisyen et Choisyenne toutes personnes justifiant sa domiciliation en cours sur la ville. »*

Une pétition est arrivée en mairie le 12 juillet portant 420 signatures. Du fait de la période estivale et du délai de préparation du Conseil, nous ne l'avons pas inscrite au mois de septembre, mais j'ai souhaité que les pétitionnaires puissent s'exprimer devant le Conseil. La

question qui est portée ce soir donne droit à l'inscription d'un point à l'ordre du jour et la conférence des Présidents à valider le fait que les pétitionnaires pouvaient s'exprimer devant le Conseil municipal. Qu'ensuite nous pourrions avoir un temps de parole suite à cette pétition. Comme cela est mentionné dans le règlement intérieur, nous allons procéder à une interruption de séance et ne sommes plus de fait dans le cadre d'un Conseil municipal. Nous pourrions donner la parole à la salle et aux pétitionnaires. Celles ou ceux qui souhaitent intervenir pourront s'exprimer. Il vous a été distribué le contenu de l'intervention que nous allons écouter maintenant. À vous la parole Madame.

[M. Le Maire suspend la séance du Conseil municipal]

Une intervenante (vérif identité): Bonsoir. J'habite à Choisy-le-Roi depuis 28 ans et je m'adresse à vous au nom du Collectif de Défense des services publics et des droits sociaux constitué en association collégiale régie par la loi de 1901, dont les statuts sont déposés en préfecture.

Alors que la population de Choisy-le-Roi s'accroît sans cesse, elle subit une véritable désertification médicale en passant de 33 médecins généralistes à 25 en huit ans. Les médecins actuels des Gondoles ne prennent plus de nouveaux patients, sauf exception, et proposent des rendez-vous sous huit jours. Dans ce contexte, la mairie a proposé à la vente en 2017 un terrain communal (ancien boulodrome) de 1600 m² à 365 euros le m² à un promoteur immobilier, Profit Mob. L'objectif de Profit Mob, exposé sur son site internet, est de vendre 19 logements à 4300 euros le m². Cette opération immobilière est rentable pour Profit Mob, mais pas tellement pour les Choisyens. Ce promoteur promet sans aucune garantie de réaliser au premier étage quatre cabinets médicaux pour trois médecins généralistes déjà en place aux Gondoles et pour un médecin remplaçant. Quelques cabinets en rez-de-chaussée dans une zone probablement inondable pour les nouveaux jeunes praticiens, mais qu'en est-il du parking pour les patients ? Nous n'en avons pas vu. Dans cette opération la mairie n'a pas proposé de bail emphytéotique ni aucune garantie écrite en échange de cette vente. Carte blanche a été donnée à Profit Mob qui pourtant n'a pas arrêté de se dédire au gré des réunions et des interlocuteurs alors que les jeunes Choisyens qui arrivent à l'âge adulte et les nouveaux habitants ne trouvent plus de médecins disponibles. Le seul centre de santé municipal à la rue Ledru-Rollin est insuffisant pour accueillir 46 000 habitants alors qu'il y a deux centres médicaux municipaux à Orly pour 22 000 habitants. Les gens vont souvent se faire soigner hors de Choisy-le-Roi. Pour résister à cette décision, le Collectif de Défense des services publics et des droits sociaux a pris l'initiative d'une pétition signée par 420 Choisyens et par 500 internautes. Les signataires s'opposent à cette vente approuvée par le Conseil du 18 mai 2016 et demandent une vaste consultation des citoyens suivie d'une nouvelle délibération sur cette question. Nous demandons d'annuler la vente à Profit Mob, déjà suspendue par une action en justice à l'initiative d'une riveraine, et à la récupération du terrain de l'ancien boulodrome. Nous demandons une large consultation de la population sur l'avenir de ce terrain en bords de Seine qui comporte 25 grands arbres. Il pourrait éventuellement devenir un square avec des jardins partagés pour conserver tous les arbres dans une zone particulièrement saturée de camions et de voitures (une personne ici présente a créé une association pour cela). Nous demandons une large consultation sur la création d'un centre médical municipal aux Gondoles permettant d'attirer de nouveaux jeunes médecins généralistes et spécialistes comme orthophonistes, kinésithérapeutes, etc. Ce centre de proximité garantirait aux Choisyens la pratique systématique du tiers payant pour que nos concitoyens n'aient pas à avancer d'argent et n'hésitent pas à se faire soigner. Ce centre pourrait faire de la prévention, aussi être un centre de premiers secours, afin de désengorger les urgences de Créteil. Ainsi, les deux centres de santé et le centre dentaire travailleraient en synergie et constitueraient à Choisy-le-Roi un pôle de santé attractif pour de jeunes médecins garantissant aux Choisyens une bonne couverture de santé de proximité pour tous. Ceci est possible, ce n'est simplement qu'une question de choix

politique. Pour terminer, le Collectif de Défense des services publics et des droits sociaux à l'origine de cette pétition regrette que cette dernière n'ait pas donné lieu à une nouvelle délibération comme prévu dans le droit de pétitions qui est sur le site de la mairie, mais donne seulement lieu à un droit d'intervention.

Je vous remercie.

(Applaudissements.)

M. le Maire : Je vous remercie. Comme vous avez parlé au nom des médecins il est normal que le Collectif des médecins puisse s'exprimer après vous, s'il le souhaite.

M. Fisher : Bonjour, je suis le docteur Fisher, un des quatre médecins qui travaillent aux Gondoles. Lorsque j'ai débuté ma carrière en 1995, nous étions neuf médecins et aujourd'hui il est vrai que nous ne sommes plus que quatre médecins titulaires et une remplaçante. Il y a un véritable déficit de médecins généralistes et de spécialistes. Actuellement, nous sommes débordés, nos délais de consultation sont de 10 voire 15 jours. Nous avons des places d'urgence tous les jours, mais le secrétariat ouvrant à 8 heures, tout est complet à 8 heures 10. Devant cette situation qui dure depuis quelques années, nous avons formé un Collectif fin 2013 qui regroupait à l'époque des généralistes des Gondoles, quelques spécialistes, des kinésithérapeutes et un dentiste. Nous avons fait appel à la mairie, car nous ne savions pas où trouver un terrain. Elle nous a trouvé ce terrain et nous a mis en contact avec le promoteur. Nous avons eu des discussions avec lui jusqu'à aboutir à un accord et nous sommes partants pour le projet en cours. Pour nous, l'intérêt du projet est qu'il est existant, il devrait continuer. L'intérêt est de ne pas repartir sur quelque chose de nouveau, nous n'allons pas reconstruire quelque chose, les délais sont importants. Pour nous, il y a urgence. Je vous donne l'exemple de notre remplaçante (depuis deux ans) qui vient d'être thésée. Elle souhaite s'installer, mais, aujourd'hui, nous n'avons pas de locaux à lui proposer. Pour nous, il est important que les choses avancent vite, parce que nous n'en pouvons plus et nous ne pourrions pas continuer longtemps de cette façon.

[Reprise de la séance du Conseil municipal]

M. le Maire : Je vous remercie pour votre intervention qui met en perspective le projet. Je me permets de relire les éléments du règlement intérieur puisque j'ai cru comprendre lors de l'intervention précédente qu'il y a une incompréhension concernant notre article au sujet des pétitionnaires.

« En cas de recevabilité de la pétition, le maire inscrira le sujet de la pétition à l'ordre du jour du Conseil municipal. Ce point fera l'objet d'une présentation par le ou les porteurs de la pétition et conformément à l'article 19 dudit règlement intérieur, le maire devra suspendre la séance du Conseil municipal pour leur donner la parole. »

Il n'est pas question dans l'article du règlement intérieur de délibération. Je vais être attentif à voir si des choses comme cela sont mentionnées sur le site de la ville, ce que je ne crois pas. Ici, ce qui fait foi, c'est la police du Conseil municipal à savoir, son règlement intérieur.

Je vous propose que nous revenions après cette suspension de séance dans le cadre du règlement intérieur du Conseil municipal qui reprend son Ordre du jour. Je remercie les intervenants. Comme la pétition est à l'ordre du jour, y a-t-il des commentaires concernant cette pétition ? J'ouvre le débat.

M^{me} Despres : Si vous permettez Monsieur le Maire, chers collègues, je vais faire un point sur le CMS de la ville et ensuite je parlerai de la maison de santé pluridisciplinaire.

Le premier point est historique. Le centre municipal de santé de Choisy-le-Roi est géré par la CPAM 94 dans le cadre d'une convention de délégation. La dernière convention date du 11 janvier 2017. Un Copil se réunit tous les trimestres permettant, premièrement, de faire les bilans de l'activité de la gestion financière et des programmes d'investissement. Deuxièmement, de définir de manière concertée les ajustements et les développements éventuels tant en matière de soins que de prévention. Il s'agissait à l'origine d'un dispensaire d'hygiène maternelle et infantile créé par délibération au Conseil municipal du 25 mars 1929. Ceci a été ensuite transformé en dispensaire de médecine générale et spécialisée. Un partenariat entre la ville et l'assurance maladie a été mis en place en 1943 pour sa gestion.

Actuellement, en ce qui concerne l'activité et les effectifs, le personnel est permanent et composé d'un responsable (en ce moment d'une responsable), d'un adjoint, de six agents pour l'accueil et le secrétariat médical et de trois assistantes dentaires, de deux infirmières, d'une aide-soignante, de trois manipulateurs radio. Cela équivaut en temps plein à 15,25. Le personnel médical assure des vacations horaires pour un total de 180 heures hebdomadaires. Pour son activité, le centre est ouvert sur une amplitude horaire de 54 heures du lundi au vendredi de 8 heures 30 à 18 heures 30 et le samedi de 8 heures 30 à 12 heures 30.

Il compte actuellement 16 activités. Le plateau technique actuel concerne la médecine générale, la cardiologie, la dermatologie, la gynécologie, des médecins et des sages-femmes, la rhumatologie, l'ophtalmologie, la rétinographie, la radiologie, la mammographie l'échographie médicale (pas d'échographie obstétricale), les panoramiques dentaires, les soins et prothèses dentaires, la pédicure, les soins infirmiers incluant prévention et éducation et enfin, un laboratoire. Il est à noter que le centre est également spécialisé dans l'accompagnement et la prise en charge globale des patients diabétiques et qu'il accueille également une demi-journée par mois la plate-forme départementale de vaccination gratuite. Le plateau de radiologie est le seul sur la ville, il n'y en a plus sur la ville d'Orly depuis de nombreuses années.

Les tarifs sont conventionnés par secteurs et la contractualisation avec des mutuelles permet un tiers payant total dans la grande majorité des cas.

Comme en libéral, le CMS est également confronté à la baisse de la démographie médicale et rencontre des difficultés de recrutement. Il dispose de créneaux horaires disponibles sur les cabinets qui pourraient permettre d'augmenter le nombre de consultations et de spécialistes. En ce qui concerne la patientèle, en 2017, 9675 patients ont reçu des soins au CMS ce qui représente 25 245 passages. 57 % des patients sont Choisyens, 13,5 % viennent de Thiais, 10 % viennent d'Orly, 14 % des cinq autres villes du Val-de-Marne.

Pour les conditions budgétaires, les subventions d'équilibre versées annuellement par la ville sont d'environ 500 000 euros. Cela représente 25 % du compte d'exploitation. Les subventions d'équilibre des CMS, gérées en régie directe, représentent généralement 50 % du compte d'exploitation. Les estimations du coût d'un CMS en investissement de départ immobilier, aménagement et équipements immobiliers, informatiques et médicaux avec plateau dentaire et radiologie sont environ de 5 à 6 millions d'euros. Par la suite il y a la mise à niveau permanente des équipements, surtout médicaux, qui évoluent très rapidement. En régie directe, cela représente des investissements excessivement importants.

En gestion CPAM c'est la CNAM qui fait l'avance, la ville abonde ensuite les amortissements sur plusieurs années. Toutefois comme nous avons déjà un CMS sur la ville, il est évident que la CPAM ne prendrait pas en charge un deuxième CMS. Ainsi, le fonctionnement et l'investissement seraient à la charge de la ville ce qui représente, en fonctionnement, 25 à 30 personnes. Il est à noter que le CMS accueille également le SAMI

tous les soirs de 20 heures à minuit, le samedi de 16 heures à minuit, les dimanches et jours fériés de 9 à minuit. La participation annuelle de la ville au coût du SAMI est de 44 200 euros.

En ce qui concerne la maison de santé pluriannuelle des Gondoles sud, dès 2006, la ville, consciente des enjeux de la démocratie médicale, a décidé de participer à une étude menée par les réseaux de santé professionnels et libéraux ainsi que l'Union Régionale de Professionnels de Santé d'Île-de-France. Cette étude a été présentée à l'ensemble des professionnels de santé de la commune et un travail de réflexion commun a été amorcé. Deux quartiers sont particulièrement touchés par la baisse démographique médicale : les Gondoles et Choisy Sud. En 2012, la ville s'est engagée dans un contrat local de santé ayant inscrit la création d'une MSP sur le quartier des Gondoles comme une priorité. La ville a également le souhait de développer le pôle de santé dans le cadre du renouvellement du quartier des Navigateurs. Elle soutient toute demande de professionnels de santé dans leur recherche de locaux comme, par exemple, le cabinet dentaire nouvellement installé à Jean Jaurès. En 2013, un collectif de professionnels de santé des Gondoles a demandé à la ville un soutien dans la recherche de locaux, afin de permettre le regroupement et d'attirer de jeunes professionnels, comme vient de le dire le docteur Fisher, entre autres pour être maître des stages. Un CMS ne peut pas le faire. Après plusieurs recherches immobilières, entre cinq et six propositions se sont avérées infructueuses par rapport aux critères du collectif de médecin. Le projet retenu est celui que vous connaissez, il permet de tenir les comptes et permet aussi de tenir les demandes du collectif, à savoir :

- une centralité des deux entités, Nord et Sud des Gondoles, proche de la tête de pont ;
- un désir de ne pas être les promoteurs de l'acquisition foncière et de la construction de l'immobilier ;
- et laissant le choix entre une location ou une acquisition des cabinets.

Le collectif des médecins et infirmiers du quartier, aidé par l'URPS, travaille à affiner son projet en lien avec le promoteur. L'inquiétude des professionnels réside maintenant dans le retard de livraison lié au dépôt de recours sur le permis de construire.

Les locaux médicaux prévus à ce jour pour le collectif du quartier seraient cinq cabinets de médecins généralistes plus un cabinet d'accueil pour un stagiaire et un pôle infirmier avec une surface d'environ 258 m² au premier étage. Il est aussi prévu, pour la venue en complémentarité de nouveaux professionnels de santé, spécialistes et autres professionnels médicaux et paramédicaux, une douzaine de cabinets au rez-de-chaussée. Ce type de structure est attractif pour les professionnels de santé libéraux. Il s'agit d'une formule souple qui leur permet d'acquérir des cabinets ou de les louer. La combinaison avec un cabinet de premiers secours et de médecins généralistes est recherchée par les spécialistes et professionnels paramédicaux qui interviennent en complémentarité, en parcours coordonné. Notons, par ailleurs, que les jeunes professionnels ne souhaitent plus exercer seuls et qu'un exercice regroupé leur permet d'avoir des horaires plus adaptés, compatibles avec leur vie privée tout en assurant la continuité des soins dans le partage avec les autres professionnels. Cela permet également une mutualisation des moyens sur l'accueil, le secrétariat et la comptabilité.

En ce qui concerne la réalisation des 19 logements, l'unique vocation est l'équilibre financier de l'opération. Cela permet de tendre vers des prix de sortie accessibles sur le centre médical pour les professionnels de santé, que ce soit en location ou en accession. Les logements prévus sont de niveau comparable au programme neuf habituel sur la ville.

Enfin, en ce qui concerne les grands arbres mentionnés dans la pétition, le permis de construire prévoit la conservation de 12 grands arbres autour de l'emprise du bâtiment. Le taux d'espace vert dans ces secteurs a été fixé au minimum à 40 %. Le projet prévoit 621 m² d'espace vert en pleine terre et 171 m² de surface végétalisée.

En ces jours de santé à domicile, je vous signale que les médecins libéraux se déplacent à domicile contrairement aux médecins des CMS qui ne le font pas. Quant à la consultation des habitants, le projet a été présenté lors d'une réunion spécifique des deux Conseils de quartier le 7 juillet 2016. Les informations sont données par les élus et les services municipaux à toutes les personnes qui les sollicitent et les interrogent.

Je vous remercie.

M. le Maire : Je vous remercie Madame Despres pour l'ensemble de ces explications. Madame Juhel, il m'a semblé voir que vous souhaitiez intervenir.

M^{me} Juhel : je serai beaucoup moins technique que M^{me} Despres, car cela n'est pas de ma compétence. Indépendamment du centre municipal de santé qui implique la municipalité, la médecine est une activité libérale qui ne relève en rien des compétences municipales. En même temps, la municipalité est à l'écoute des habitants qui viennent nous dire qu'ils n'arrivent plus à avoir un médecin traitant et des médecins qui viennent nous dire qu'ils n'arrivent plus à avoir de successeurs.

Cela a beau ne pas être dans notre domaine de compétence, nous avons décidé d'essayer d'aider des médecins à s'installer. Ce qui m'étonne considérablement, c'est qu'alors que les médecins nous disent être contents de ce que nous faisons pour favoriser l'installation de successeur, la population soit en train de dire qu'elle n'en veut pas. Que voulons-nous, rien ? Je le dis avec ma sincérité, sans technicité, nous sommes tous dans cette difficulté de trouver des médecins et le fait qu'une municipalité s'implique dans un secteur qui ne relève pas de sa compétence signifie simplement qu'elle veut aider sa population. Alors, venir nous dire que ce n'est pas bien, vraiment, je suis dans l'incompréhension totale et je tiens à vous l'exprimer sincèrement.

M. le Maire : Je vous remercie Madame Juhel. Je modérerai vos propos lorsque vous dites que la population n'en veut pas. Un certain nombre de la population, 420 signataires. Je veux dire que nous avons été très tolérants sur la vérification de la liste, car le règlement intérieur est attentif à ce que ce soit bien des Choisyens, qu'ils aient plus de 16 ans. Nous avons été très tolérants pour le principe de fait de l'expression, car je pense que c'est un sujet important aujourd'hui et que les déserts médicaux n'existent pas uniquement en zone rurale. Nous le voyons bien aujourd'hui en zone urbaine. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole, Monsieur Panetta.

M. Panetta : Monsieur le Maire, chers collègues, mesdames, Messieurs, bonsoir.

Ce qui nous préoccupe n'est pas propre à Choisy-le-Roi, c'est un problème national. J'ai assisté à plusieurs colloques avec des spécialistes sur le sujet. Si nous parlons de déserts médicaux, les personnes ont tendance à les assimiler à la province où les besoins sont criants et immenses avec des difficultés supérieures à celles de Paris. Mais les gens sont surpris d'apprendre et de constater, à leurs dépens, que la région parisienne est aussi devenue un désert médical. Tous les responsables politiques, les maires, les collectivités, sont confrontés à ce problème important et je pense que cela fait partie des missions sur lesquelles il ne faut se ménager ni en efforts ni financièrement. Je rattacherai cela au débat précédent d'orientation budgétaire, de ce qui se passe un peu partout en France à savoir que les Françaises, les Français, à tort ou à raison, pensent que l'argent public d'une

manière générale est mal utilisé et ne va pas là où il doit aller en priorité. Si je dis cela, c'est, parce que souvent, lors des différents Conseils, j'ai dit qu'aujourd'hui nous sommes dans une situation difficile qui doit dépasser les clivages politiques et que les choix doivent être faits même si cela ne fait pas plaisir à tout le monde.

Mon groupe et moi-même pensons que la santé est un choix prioritaire et que s'il faut sacrifier quoi que ce soit d'autre dans notre ville, nous, nous sommes favorables à le faire, afin de favoriser la santé. Je reconnais les efforts faits par la ville, le dispensaire de Choisy-le-Roi est historique puisque je m'y suis fait vacciner à l'âge de six ou sept ans. Lorsque cette délibération s'est posée à nous, nous avons été bien embarrassés (je le dis personnellement, je voulais voter contre), mais notre groupe a décidé de voter pour en discutant avec les arguments des uns et des autres. Ce qui nous a fait voter pour, ce sont les arguments déployés à savoir l'urgence de nouveaux médecins. Et là, il s'agit de médecins existants qui s'installent ailleurs, cela fait partie de l'ensemble du problème. Nous misons surtout sur l'installation de nouveaux médecins donc nous allons voter pour ce projet, parce que nous avons besoin de médecins. Aujourd'hui, les professions médicales veulent mutualiser leurs moyens, avoir une secrétaire commune et autre ce qui est tout à fait compréhensible et normal c'est pourquoi nous devons accompagner cela quitte à devenir propriétaire, comme certaines villes l'ont fait, de centres de santé. C'est là où nous avons hésité.

Si vous reprenez les discussions du Conseil municipal, nous avons mis en garde contre le choix du promoteur, nous avons même dit que nous pouvions nous appuyer sur des entreprises tout à fait capables de faire sortir de terre 19 logements sans s'appuyer sur des promoteurs qui ont évidemment des frais beaucoup plus élevés. Il me semble que 4300 euros le m², même si c'est moins cher que Paris ou que dans le 92, cela reste cher, surtout dans la commune de Choisy-le-Roi. Ceci dit, j'ai écouté les arguments des uns et des autres, nous sommes absolument pour, je rejoins l'avis des médecins, c'est urgent. Il y a aussi des habitants qui s'inquiètent de leur cadre de vie. Je ne sais pas comment a été menée cette consultation, mais force est de constater qu'à chaque fois qu'il y a des consultations, et vous en faites, elles sont toujours remises en cause. Je n'ai pas assisté à ces consultations où nous n'y étions pas invités. Si nous avions participé, nous aurions été accusés de récupération politique. Il est bien aussi que ce soit les habitants qui se préoccupent de leur devenir et de leur quartier. Mais il n'y a pas qu'aux Gondoles que les médecins refusent des patients, c'est dans tous les quartiers de Choisy-le-Roi.

J'aurais tout de même un petit grief vis-à-vis des médecins. Maintenant, ils ne parlent plus de patients, ils parlent de clients. C'est une profession que je respecte et tous ne parlent pas de la sorte, mais nous n'ignorons pas qu'il y a une nouvelle génération de médecins qui voient ce métier autrement. J'ose dire même en contradiction avec le serment d'Hippocrate, ce qui pose un problème. Certaines villes, certains maires, ne savent plus quoi faire pour attirer les médecins qui arrivent « sur le marché ».

En résumé, il faut tout faire pour aider les médecins à s'installer. Entre la pétition qui veut l'annulation de cette vente donc de ce projet et ce qu'en disent les médecins qui ont trouvé un accord, si j'ai bien compris avec Profit Mob, je suis un peu perdu. Il faut trouver un accord, si les médecins sont d'accord pour acheter à 4300 euros, puisqu'il s'agissait de vendre, a priori, afin qu'ils aient leur lieu de travail et leur appartement (ce projet nous avait été proposé ainsi). S'il y a un accord entre Profit Mob et les médecins permettant de débloquer la situation, pourquoi pas. Mais quid de la pétition signée par 420 personnes, ce n'est pas rien tout de même, même si ce n'est pas tout Choisy-le-Roi. Là aussi, nous avons proposé de faire ce centre médical dans tous ces bâtiments barrés, déjà existants, afin de préserver l'existence du boulo-drome avec un petit parc. C'est aussi à prendre en considération. Je pense qu'il faut que les signataires de cette pétition le regardent avec les

médecins ou que nous fassions une nouvelle consultation pour éclaircir les choses. Vont-ils rester sur leur idée de voir annuler cette vente bien qu'il y aurait un accord entre les médecins et Profit Mob, qu'est-ce qui est le plus préjudiciable ou dans l'intérêt général prévaut le plus ? L'installation rapide de cette structure ou l'annulation de ce projet et repartir sur un autre projet, ailleurs ? Je pense que pour calmer les esprits, nous ne pouvons pas échapper à une rencontre de toutes les parties ou bien, dans trois mois cela remis au Conseil municipal et nous allons voter pour le maintien ou non du projet.

Pour conclure, sur quelque chose d'aussi vital pour les Choisyens et les Choisyennes, je pense que si chacun y met toute son objectivité et sa bonne volonté, il ne devrait pas être impossible de trouver un accord rapidement en satisfaisant les désirs des uns et des autres. Si un autre lieu est disponible sans que cela retarde trop le projet, pourquoi pas. Je ne sais pas comment vous voulez que nous poursuivions. Dans trois mois, si cela vient pour voter au Conseil municipal il faut nous laisser le temps de tout examiner, etc., nous en serons au même point. Il faut de nouveau rediscuter de tout cela avec les habitants, avec Profit Mob et avec les médecins.

M. le Maire : C'est votre proposition, j'ai bien compris. Les autres intervenants.

M. Id Elouali : Je vous remercie Monsieur le Maire. Mon premier constat, assez ubuesque, est que les deux projets poursuivent le même objectif. La pétition est intitulée pour un Centre de santé aux Gondoles et la ville a l'intention d'installer un Centre de santé aux Gondoles. Faut-il s'en réjouir, parce que nous poursuivons le même objectif ou non ? Je considère avec satisfaction que nous sommes sur un projet commun, tous d'accord sur l'urgence d'installer des médecins. Nous sommes tous d'accord sur la question des déserts médicaux à Choisy-le-Roi et même au-delà. Je pense que nous partageons tous le même objectif, et nous devons faire en sorte de dépasser certains freins. J'ai cru comprendre qu'un des freins vient d'être dépassé puisque les professionnels de santé ont eu un accord avec le promoteur les autorisant à s'installer à l'étage contrairement au rez-de-chaussée qui était un frein majeur à leur installation. Cela aussi c'est de la négociation, nous nous en réjouissons.

Je pense sincèrement, et c'est la proposition que je vous fais Monsieur le Maire, que ce lien que nous avons avec les habitants pétitionnaires et au-delà, nous devons le maintenir. Il y a peut-être des marges d'ajustement sur le cadre de vie, ce que je comprends étant très sensible au fait que nous risquons d'abattre une dizaine d'arbres. Comment pouvons-nous les sauver, prendre en considération les éléments qualitatifs du cadre de vie, comment pouvons-nous les travailler avec les habitants ? Je pense que cela peut être un autre terrain de négociation, d'échange démocratique comme nous venons d'y assister ce soir.

M. Le Maire : Je vous remercie. Monsieur Ennaoura.

M. Ennaoura : Je vous remercie Monsieur le Maire. Je n'avais pas prévu d'intervenir, mais tel que cela a été présenté par les pétitionnaires et par les différents intervenants, je souhaite revenir sur un certain nombre de points qui me paraissent importants. Ce sujet reviendra certainement dans le cadre de notre débat d'orientation budgétaire.

La problématique de l'installation des professions libérales médicales est une problématique qui appartient à l'État. Je dis cela, car la décision du numerus clausus revient à l'État. C'est l'État qui décide combien de médecins seront formés pour les dix prochaines années. N'oublions pas qu'il faut neuf à dix ans pour former un médecin et que cette question-là, qui est criante comme l'a souligné par M. Panetta, dans les campagnes est une question lancinante. Quelque part, l'État par l'abandon de cette question-là laisse les collectivités territoriales dans une difficulté énorme et place la population devant une difficulté. Nous revenons souvent devant les élus des communes pour qu'ils trouvent des solutions. Je crois

que les communes tentent de trouver des solutions, mais il est extrêmement compliqué d'en trouver lorsque les moyens alloués aux communes sont réduits. Il faut avoir en tête que les professions médicales souhaitent s'organiser sur un modèle différent de celui de la profession médicale qui souhaiterait parfois être salariée. Cela suppose un nouveau schéma de santé, mais revient-il à la ville d'organiser ce schéma de santé sachant que c'est une compétence extrêmement compliquée ? Je ne pense pas. Je pense que notre ville, contrairement à de nombreuses autres villes, a pleinement pris sa part à ce niveau-là. Je pense que le projet qui a été présenté, dans lequel les médecins se sont investis, nous devons le préserver, car comme l'ont dit les médecins, il y a une urgence médicale. Lorsque vous avez 10 à 15 jours de délai d'attente pour obtenir un rendez-vous c'est une urgence et il faut agir. Je crois que la ville prend ses responsabilités. Je pense que ce serait une erreur grave de prolonger cette attente-là.

Bien évidemment, il faut entendre les différentes remarques, mais il ne faut pas oublier, il ne faut pas abandonner les médecins lorsqu'ils s'engagent dans ce genre de projet. Pour ma part vous aurez compris que je soutiens ce projet et qu'il ne faut pas attendre.

M^{me} Baron : Bonsoir, chers collègues, Monsieur le Maire. Nous venons de l'entendre, cette future maison de santé semble être le choix du collectif des médecins qui veulent l'acquérir et porter les biens en gestion groupée et réservée à l'accession, à la propriété privée. Maintenant, il est important de soutenir cette demande. Nous avons dit que ce n'était peut-être pas le lieu pour préserver le boudodrome, avoir un espace par rapport à la Seine, etc., un espace d'ouverture, mais il semble acquis que cet endroit est désigné.

La difficulté est qu'il y a une promesse de vente à un promoteur immobilier même si pour l'instant cela est bloqué par le tribunal administratif. Ce ne sera pas jugé avant la fin de l'année voire bien plus loin, nous n'avons pas tous les éléments judiciaires pour expliquer cela. Le problème est que nous avons entendu par les élus qu'il y aura 19 logements à vocation économique, afin d'avoir des prix attractifs pour les professionnels de santé. Or, je relie la pétition que nous avons reçue, elle demande que l'actuel projet immobilier soit revu, parce que l'architecture semble hideuse. Il est dit qu'il y aura des cabinets de médecins au rez-de-chaussée alors que c'est une zone inondable, je ne pense pas que beaucoup de médecins voudront s'installer en rez-de-chaussée. Ce qu'ils demandent c'est que nous puissions nous réunir autour de la table et revoir ce projet de logements qui ont été rajoutés. Notre groupe est d'accord et l'approuve.

M. Le Maire : Merci Mme Baron. Monsieur Briennon.

M. Briennon : Monsieur le Maire, chers collègues, mesdames, Messieurs. Je suis très heureux de constater que tout le monde dans cette salle est favorable à la création d'une maison médicale sous une forme ou sous une autre. Je vais mettre en avant mon côté optimiste, mais réjouissons-nous de cela.

Il existe un certain différend sur l'emplacement, sur le format, sur l'architecture, sur les logements associés à ce projet de maison de santé ainsi que sur les engagements qu'a pu prendre Profit Mob. C'est un véritable problème. Aujourd'hui, quelle est la réalité des choses ? Le projet Profit Mob est bloqué par une action en justice qui risque de s'éterniser (un, deux ou trois ans) sans que nous ayons de solutions de sortie à court terme. Je pense qu'il faut que nous gardions la tête froide par rapport à ces différends et que nous puissions revenir probablement vers Profit Mob en leur demandant de prendre en compte dans leur projet un certain nombre d'éléments complémentaires. Je pense en particulier à ces cabinets médicaux positionnés en rez-de-chaussée, les 10 ou 12 auxquels a fait référence un nombre d'élus. Il nous faut l'engagement que ces cabinets médicaux soient véritablement commercialisés sous un format de location ou sous un format de vente. De plus, que Profit

Mob ne soit pas dans une situation qui pourrait l'amener à ne plus mettre en service ces nouveaux cabinets destinés aux nouveaux praticiens sur la ville de Choisy-le-Roi, afin que nous soyons au-delà de la possibilité d'installer des médecins déjà en place sur Choisy-le-Roi. Nous devons être dans une vision d'accroissement du nombre de praticiens sur la ville, c'est bien là l'objectif.

Au-delà de ces éléments, j'avais appelé lors du vote de cette délibération, afin d'aller au bout de la démarche, à ce que l'ensemble des riverains soient associés de façon étroite à ce projet. En particulier sur la perspective architecturale. Aujourd'hui, ce que nous pouvons constater, c'est que le projet a été mis en place quelque peu parachuté ex nihilo auprès des habitants et je pense qu'il faut que nous puissions revenir sur ces éléments-là, refaire la concertation, retravailler avec l'ensemble des acteurs (médecins, promoteur, habitants), afin de sortir par le haut sur une solution qui soit acceptable par tout le monde.

M. Boivin : Bonsoir à tous. Il m'est souvent demandé lorsque je parcours les Gondoles où en est la construction de la maison de santé. Les personnes me disent qu'elles ont du mal à trouver un médecin référent ou qu'elles connaissent quelqu'un dans cette situation. Je pense qu'il devient urgent que ce projet, qui est prêt, puisse voir le jour, afin de ne pas décourager les médecins intéressés aujourd'hui à s'y installer. Il faut aussi commencer la démarche d'en faire venir d'autres pour une offre médicale adaptée aux besoins des deux quartiers des Gondoles.

À ma connaissance, c'est ce terrain disponible qui convenait le mieux aux professionnels de la santé. Bien sûr, si un autre terrain correspondant à leurs attentes avait été trouvé permettant ainsi de garder celui-ci non constructible, nous nous en serions réjouis. Cela n'a pas été le cas. Aujourd'hui, le groupe socialiste et républicain considère que l'urgence est de démarrer les travaux au plus tôt, afin de répondre à l'attente des habitants et que cette construction sera d'une grande utilité pour eux. Pour moi, il ne s'agit en aucun d'un projet immobilier c'est avant tout un projet de centre pluridisciplinaire de santé. Les logements prévus n'ayant pour seul but que de réduire le prix d'acquisition ou de location des locaux de santé au bénéfice des médecins. La commune n'a pas vocation ni les moyens, de financer plusieurs maisons de santé sur son territoire. Elle participe au financement à hauteur de 500 000 euros par an, au fonctionnement du centre municipal de santé en plus des nombreuses actions qu'elle entreprend en faveur de la prévention des maladies. La ville a apporté son concours au projet de regroupement des médecins en trouvant le terrain, en le cédant à un prix accessible et elle y contribue aujourd'hui pour faciliter leur future installation. Je rappelle que la santé n'est pas une compétence municipale, mais comme pour beaucoup d'autres sujets, lorsque l'État est défaillant ce sont les communes qui doivent pallier le manque, ce que nous faisons avec ce projet.

Enfin, pour répondre aux demandes 4 et 5 du collectif, 12 arbres vont être conservés. Le projet a été présenté le 7 juillet 2016 par la ville et le promoteur où toutes les personnes de la ville étaient conviées. Il y a eu une discussion intéressante avec les personnes qui ont bien voulu venir.

M. le Maire : Je vous vous remercie.

Il me semble que le nombre d'interventions ce soir, en intégrant ce qu'ont pu dire les pétitionnaires et le collectif des médecins en plus des interventions des élus, montre l'importance du sujet. Cela est essentiel, mais j'ai envie de vous dire qu'aujourd'hui, ce débat est lié aux deux parties contractantes. Si un accord venait à être trouvé non seulement il y a déjà eu délibération du Conseil municipal, mais en plus ce que j'entends c'est que tous (opposition et majorité comprise), nous soutenons la démarche donc il faut continuer.

Il faut en effet que les travaux démarrent. Pour moi, ce n'est pas un petit acquis, c'est quelque chose d'important, parce que c'est une première démarche forte dans la ville que de créer un regroupement tel que celui-ci. Mais ce regroupement en appelle d'autres, parce que la situation, évoquée par notre collègue Bernard Boivin sur les Gondoles, cette situation de départ en retraite de médecins, d'avoir quelques médecins généralistes, mais quasiment aucun spécialiste sur la ville, est pour nous dramatique. Pour les citoyens, les Choisyens et les Choisyennes. Oui, il faut travailler avec les médecins, afin que d'autres lieux soient développés sur la ville et je ne parle pas du mode de gestion, quel que soit le mode de gestion, il faut avancer sur cette question-là.

J'ai mandaté Catherine Despres pour travailler avec un collectif de médecin que j'avais réuni avant l'été. Tout le travail est aujourd'hui peut-être en pied d'immeuble avec des bailleurs sociaux sur des rez-de-chaussée. Nous travaillons à ce que des collectifs s'installent avec un secrétariat commun, etc., il faut que cela avance, car il y a une demande forte des populations, mais aussi une demande forte des médecins eux-mêmes qui veulent de plus s'engager aussi à être acteurs de formations et acteurs d'intégration de nouveaux médecins sur la ville. Je me félicite qu'ils soient dans cette démarche-là et il faut les encourager.

La ville peut être un point d'appui dans cette démarche, mais il y a d'autres combats à mener. Lorsque j'écoute les médecins, ils me disent être confrontés aujourd'hui à faire un maximum d'évaluations avec l'ARS pour qu'elle puisse les subventionner. Ils doivent incessamment dédier une heure par jour d'évaluation du nombre de patients qu'ils ont reçu, ce qu'ils ont fait comme soins et c'est suspendu à cela qu'ils peuvent avoir des subventions. Je crois qu'il y a aussi un combat politique à mener sur les questions de la santé en France. La municipalité peut accompagner la démarche des docteurs dans ce sens-là.

Je pense, Monsieur Briennon, qu'en faisant cette démarche de soutien nous sortons par le haut. Il ne faut pas dire qu'il y a une situation et que nous sommes vers le bas. Non, nous sommes déjà vers le haut et il faut poursuivre. Pour moi, sortir par le haut c'est aussi faire en sorte qu'à la fois notre PLU soit respecté et le PLU sur la ville c'est 40 % d'espaces verts sur toutes constructions aujourd'hui. Sortir par le haut c'est cela, permettre à ce qu'il y ait des réalisations et s'engager pour la défense du droit à la santé, mais aussi agir avec les professionnels de santé.

Comme le disaient les collègues, puisque le débat n'est pas uniquement sur la question du centre de santé, vous avez bien vu que dans la pétition il y a un petit peu de politique derrière, ne nous trompons pas, sur la question d'un centre municipal de santé. C'est la question qui nous est posée en réalité. Nous avons déjà ce centre et nous abondons chaque année le déficit à hauteur de 500 000 euros. Cette situation-là, nous nous engageons de ce point de vue et je pense qu'il y a d'autres modes de gestion à trouver. Vous verrez bientôt, si vous venez à une réunion publique, que nous allons vous proposer quelque chose sur le quartier du port avec un autre type de mode de gestion et de nouveaux docteurs qui viendront s'installer. Pour moi, l'accord est trouvé, les contractants sont là et nous devons arrêter ce débat. M. Briennon n'a pas de chance en disant que cela va durer deux ou trois ans, parce que je viens d'avoir la décision du tribunal Administratif de Melun. Ce n'est pas une décision, mais j'ai l'honneur de vous communiquer l'ordonnance d'une clôture d'instruction de fait, cela va peut-être aller plus vite que vous ne le croyez.

En espérant que cela sorte vite de terre et que nous puissions, si les docteurs en sont d'accord, aller vite inaugurer ce centre de santé dont tout le monde a fort besoin. Je vous remercie de cette première séquence au sein de notre Conseil.

Nous allons poursuivre, mais permettez-moi d'avoir quelques propos au regard de l'actualité nationale. Je souhaite faire une déclaration devant notre Assemblée. Vous savez tous que le

17 novembre dernier un mouvement qui se fait appeler les gilets jaunes a mobilisé plusieurs centaines de milliers de personnes à travers tout le pays. Certaines opérations ont consisté à faire des barrages sur les routes, d'autres ont bloqué les centres commerciaux ou encore simplement certains se sont réunis pour manifester. Le week-end dernier des dérapages ont eu lieu. Comme souvent, des casseurs se sont infiltrés et ont essayé de dévoyer ces manifestations.

Ce qui va suivre dans le Conseil municipal est intéressant avec le débat d'orientation budgétaire, il est important de rester en tant que citoyen engagé sur la ville.

Ce mouvement continu sous des formes et des lieux divers. Il est pour moi l'expression d'une exaspération grandissante des Françaises et des Français face à une politique gouvernementale d'exiger des efforts de la part des couches moyennes et des couches populaires tout en multipliant les cadeaux et les aides en tout genre pour les très riches. Les nouvelles taxes sur l'essence, cela a été dit fortement, ont été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase et vouloir se servir de l'aspiration légitime des Français à s'engager résolument dans un processus de transition énergétique est irresponsable. Cette tentative d'enfumage n'aura échappé à personne, il ne peut y avoir de transition énergétique sans justice sociale. Des efforts restent à faire et si ces efforts sont à faire ils doivent être proportionnels aux moyens disponibles de chacun. Il me semble raisonnable, par exemple, de taxer le kérosène qui pollue énormément, de taxer les sociétés qui s'enrichissent dans les commerces d'énergies fossiles. Prenons l'exemple de total qui réalise 10 milliards de profit annuellement. Cessez de fermer les petites lignes de train et développez le ferroutage. Voilà des exemples très précis qui pourraient être mis en place. De fait, je considère comme affligeant le discours d'hier du Président de la République. Le ton se veut un peu de compassion, mais le propos est fortement méprisant : aucune proposition pertinente, aucune perspective du développement du pouvoir d'achat, aucune réponse aux attentes exprimées. Depuis le début du mandat, il me semble que notre position est claire. Nous construisons la ville durable d'aujourd'hui et de demain. Je suis particulièrement attaché à cette notion qui conjugue à égale importance le développement de l'environnement, du social et de l'économique, les trois piliers du développement durable. C'est le bon équilibre et sa recherche et sa préservation est ce qui sauvera la planète en incluant les êtres vivants.

Pour ce faire, le service public en général et les collectivités territoriales me semblent être le bon échelon pour avancer. Pourtant, vous le savez et j'y reviendrai en fin de conseil, la volonté gouvernementale de recentraliser les services et la contractualisation qui nous étrangle budgétairement ne sont pas des preuves d'une réelle volonté de réussir.

Voilà la déclaration que je souhaitais vous faire en propos liminaire. Je vous propose de poursuivre par la modification du règlement intérieur du Conseil municipal puisque nous avons fait dernièrement l'objet de modification dans notre composition. Il s'agit notamment de modifier l'article 29 des commissions municipales, afin de passer à 15 et de regrouper ces commissions. Y a-t-il des remarques sur le sujet ? Monsieur Briennon.

→ 1. Modification du règlement intérieur du Conseil municipal

M. Briennon : Monsieur le Maire. Sur le fonctionnement des commissions, je trouve que la situation n'est pas satisfaisante. Les commissions se réunissent avec une population de moins en moins importante et je m'inclus dans cette liste. À mon avis, pour plusieurs raisons. Premièrement, les délais de prévenance sur un certain nombre de commissions sont courts et ne permettent pas aux gens de se libérer systématiquement, la communication des notices se fait de façon parfois tardive. Les commissions sont devenues trop grosses, c'était l'une de vos volontés en début de mandat de consolider des commissions, afin d'éviter des réunions, mais de les avoir consolidées les a transformées en instances trop importantes. Je

vous avais demandé que nous puissions réfléchir à un fonctionnement différent de ces commissions. Je n'ai pas trouvé d'oreille attentive sur ce sujet-là en conséquence de quoi, nous allons nous abstenir sur ce règlement intérieur.

M. le Maire : Je vous remercie, c'est une explication de vote. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Madame Baron.

M^{me} Baron : Je souhaitais vous faire remarquer qu'il a fallu la venue de deux nouveaux groupes pour que vous puissiez accepter le principe de la représentation proportionnelle que nous n'avions pas eu. Puisque nous sommes exclus des commissions, nous n'avions pas droit à la parole. Je ne vais pas m'opposer, nous votons pour.

M. le Maire : Un élément d'explications Madame Baron. Cela vient du fait que nous regroupons et qu'il y a plus de possibilités d'avoir des personnes en passant de 12 à 15, la proportionnalité pouvant jouer son rôle. C'est l'explication et j'entends bien ce que me dit M. Briennon, mais sur la proportionnalité, je pense que nous avons avancé.

Sur la question de la démarche calendaire et des rencontres des commissions, nous avons encore à progresser de ce point de vue dans les délais, mais certains sujets apparaissent dans les commissions et les services ne sont pas en mesure de donner des éléments 15 jours avant. Je pense qu'il faut laisser un peu de souplesse aux Présidents des commissions, afin de pouvoir les réunir. Que nous ne soyons pas non plus sur un calendrier trop contraint, mais je souhaite avant tout, en les ayant regroupées qu'elles puissent se réunir et avoir un travail efficace tout en augmentant le nombre de participants. Monsieur Panetta.

M. Panetta : Je voulais préciser que vous avez accepté, mais vous n'avez pas été le seul à accepter. Tous les Présidents de groupes ont accepté. Il aurait d'ailleurs été fort dommage de se priver du grand savoir de M^{me} Baron qui va nous apporter beaucoup, ce dont je me réjouis.

M. le Maire : Au même titre que les autres représentants des groupes, Monsieur Panetta. Je soumetts aux voix.

La délibération n°1 est approuvée à l'unanimité (10 abstentions).

→ 2. Modification des commissions et de leur composition

M. le Maire : Du fait que nous avons installé ces nouvelles commissions, je soumetts aux voix les compositions des commissions, chacun des présents nous ayant donné les noms des membres de ces commissions.

La délibération n°2 est approuvée à l'unanimité.

RESSOURCES HUMAINES

→ 3. Modification du tableau des effectifs du personnel communal

M. le Maire : Avez-vous des remarques à ce sujet ?

M^{me} Arnaud : Il n'y a pas de remarques, nous délibérons ce soir sur la création de 13 postes dans l'effectif du personnel communal. À chaque création je rappelle que cela correspond à la suppression du poste d'origine et que les comités techniques du 26 juin et du 16 octobre ont donné un avis favorable à l'unanimité à la suppression au titre de l'année 2018 des postes détaillés dans la notice explicative en votre possession. Il vous est donc demandé de

délibérer sur la suppression aussi de ces postes actés par les CT dans l'effectif du personnel communal.

M. le Maire : Avez-vous des remarques ? Nous adoptons quelque chose de très régulier, travaillé en CT. Je vous remercie.

La délibération n°3 est adoptée à l'unanimité.

→ 4. Mandat donné au CIG pour la négociation de conventions de participation en matière de protection sociale complémentaire

M. le Maire : Avez-vous des questions sur ce point ? Nous adoptons. Je vous remercie.

La délibération n°4 est adoptée à l'unanimité.

HABITAT

→ 5. Réaménagement des prêts contractés par 3 MOULINS HABITAT auprès de la Caisse des Dépôts et Consignation pour la construction de 31 logements locatifs sociaux situés 1 bis rue Médéric

M. le Maire : Sur le réaménagement des prêts contractés par 3 MOULINS HABITAT, des demandes d'intervention ? M. Panetta.

M. Panetta : Monsieur le Maire, cette délibération nous pose un certain nombre de problèmes. Il est impossible pour nous de nous porter caution pour une société qui est en difficulté financière puisque, comme il est précisé, ils renégocient leurs prêts pour améliorer leur situation financière. En tant qu'élus responsables, je ne peux pas voter pour.

Ce qui nous préoccupe aussi, c'est la phrase suivante : « *afin de maintenir nos droits aux sept logements* ». J'aurais deux questions à vous poser. Je ne savais pas, en l'occurrence le prêt n'est pas terminé, que lorsqu'un prêt se terminait et que nous avions rempli nos obligations à savoir le cautionnement du prêt, nous perdions nos droits aux logements.

Ma première question c'est pourquoi si nous ne nous portons pas caution pour ces 400 000 euros nous devrions perdre ce droit aux sept logements alors que nous n'avons rien à nous reprocher puisque nous avons rempli nos engagements ? Ma deuxième question porte sur le prêt qui a été signé en 2001 donc la durée initiale du prêt se termine quand ? N'étant pas élu en 2001, je ne sais pas quelle était la durée initiale de ce prêt et quand il se terminait. S'il reste deux ou trois ans dans le cas où nos droits sur ces sept logements se termineraient, nous aurions toujours le droit dessus. De plus, je suppose que ces sept logements sont habités, ils ne vont pas mettre les gens dehors. En tout état de cause cette phrase nous en avons discuté dans notre groupe, nous ne pouvons pas nous porter caution, ce n'est pas notre rôle. S'ils veulent améliorer leur situation financière, c'est qu'ils sont en difficulté financière.

M. le Maire : Nous avons déjà eu des questions d'aménagement de prêts, que nous avons voté ici. Sur cette question, exclusivement technique, je laisse la parole à Chloé Loridant.

M^{me} Loridant : Les garanties d'emprunts qui sont faites d'une manière générale sont assorties, en fonction de la durée, d'une durée de garantie et d'un nombre de réservations de logements en conséquence. Il se trouve que pour celle de 3 MOULINS HABITAT, la garantie d'emprunt est de dix ans. Ce fut prorogé en 2011. Pour cette prorogation, nous avons renégocié que le logement réservé soit toujours réservé à la ville. Le bailleur ne met évidemment pas les locataires dehors, mais la réservation qui est faite sur le contingent de la

ville revient libre et le bailleur lorsque le locataire part, met la destination de ce logement pour son compte et non plus au bénéfice de la collectivité qui a garanti le prêt.

M. Panetta : C'est clair, mais cela m'inquiète. Ma question initiale était de savoir si toutes les opérations immobilières que nous avons faites, où la ville s'est portée garante des prêts, lorsque ces derniers se terminent, si la ville perd le droit de réservation de ces appartements. De toutes les opérations que nous avons faites.

M^{me} Loridant : C'est de la négociation à la fin d'un contrat de prêt de façon à ce que, à chaque fin de garanties, nous puissions bénéficier et faire perdurer ces réservations.

M. Panetta : Votre réponse devient plus ambiguë. La raison invoquée première n'est pas la sauvegarde des appartements, mais assainir la société. C'est pour cela qu'ils ont renégocié leur prêt.

M^{me} Loridant : En complément d'information, il est très rare que des garanties d'emprunt se fassent sur dix ans. Généralement c'est sur 40 à 50 ans. Cela veut dire que nous préservons une garantie d'emprunt et tenons réservation de logements afférents sur au moins 40 à 50 ans.

M. Panetta : Il aurait fallu voir en 2001 que cela n'était pas viable de faire un prêt sur dix ans. Cela me rappelle un fameux promoteur où dix ans plus tard il nous est dit qu'il n'avait pas les épaules assez solides. J'ai compris les explications, je vous en remercie, mais cela reste peu clair ainsi, nous allons nous abstenir.

M. le Maire : J'entends la proposition de vote.

M. Tisler : J'entends M. Panetta dire que nous avons fait un prêt. Pas du tout, nous avons garanti un prêt ce qui ne veut pas du tout dire la même chose. Nous sommes bien d'accord. Je rappelle, pour mémoire, que vous avez la liste intégrale de tous les prêts dont nous nous sommes porté caution dans toutes les maquettes budgétaires des comptes administratifs. Je vous invite à regarder la durée de ces prêts où un argument de taille est celui qui dit que ce sont des prêts de très longue durée donc, le droit que nous avons se maintient globalement sur une très longue durée.

M. le Maire : Je vous remercie. Une autre demande de prise de parole, Monsieur Roche.

M. Roche : Vous n'êtes pas sans savoir qu'aujourd'hui c'est l'ensemble des organismes de logements qui sont touchés par la loi ALUR. Lorsque nous parlons de fragilité c'est une fragilité structurelle, cela ne touche pas que ce bailleur. Ils sont sur notre ville, que faisons-nous ? Vous vous absteniez au risque de fragiliser des gens qui le sont déjà avec de nouvelles règles de la Loi de finances ou êtes-vous solidaires pour un effort collectif que nous nous devons puisque nous nous battons pour du logement collectif ? C'est à vous de choisir.

M. Panetta : Si vous permettez Monsieur le Maire, c'est très important. Je ne peux pas entendre cela. Vous avez pu remarquer qu'il y a beaucoup de gilets jaunes dans la rue, je suppose que vous allez en parler. C'est justement, parce qu'il y a eu 40 ans d'inexactitudes racontées aux citoyens, 40 ans de n'importe quoi. Ce que vous êtes en train de me dire, excusez-moi je vous respecte, mais c'est du n'importe quoi.

Ce n'est pas, parce que nous posons une question sur une société en difficulté financière que nous nous désolidarisons du logement. Il y a plusieurs formes de logements, c'est ce que vous avez choisi vous. Moi, je fais attention au budget des concitoyens qui nous est confié. Je ne mettrai jamais ma responsabilité en jeu de cautionner une société en difficulté

financière. Que les banques le fassent. Nous avons d'autres moyens d'accorder des logements aux gens qui en cherchent.

Puisque vous parlez des difficultés de ces très braves sociétés qui gèrent ces logements, si je vous parlais des gilets jaunes ? Ce n'est pas par hasard. Je me suis intéressé depuis longtemps aux salaires des dirigeants et si je vous entends tous dans cette salle, c'est quelque chose qui doit vous sensibiliser aussi. Alors qu'ils commencent eux aussi à faire baisser leurs frais de fonctionnement, notamment certains dirigeants, ensuite nous pourrions reparrer de leur rentabilité. Je vous remercie.

M. le Maire : Au risque d'avoir mal lu la délibération, à aucun moment il n'est mentionné qu'il y a une difficulté financière. Aujourd'hui, tous les offices HLM sont dans la même situation avec la loi ALUR. Vous n'avez pas assisté aux deux derniers congrès que je sache, Monsieur Panetta. La renégociation des prêts permet de recapitaliser et d'avoir des fonds propres. Le sujet est là et en effet s'il y a difficulté c'est qu'il y a captation aujourd'hui des fonds propres des offices ce qui est un véritable scandale, car c'est de cette manière que nous faisons la casse au logement social. Je ne vais pas vous convaincre, mais je tenais à faire cette précision. Ceci étant, nous allons passer au vote.

La délibération n°5 est adoptée à l'unanimité (10 abstentions).

DÉMOCRATIE LOCALE CITOYENNETÉ

→ 6. Rapport 2018 sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes

M. le Maire : Je laisse la parole à M^{me} Masse sur ce rapport 2018.

M^{me} Masse : Je vous remercie Monsieur le Maire.

Comme vous le savez, la municipalité est engagée pour l'égalité entre les femmes et les hommes depuis plusieurs années. Cette délégation a pour priorité de sensibiliser les citoyens et les citoyennes sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Tout au long de l'année, le service de démocratie locale et citoyenneté travaille au quotidien sur des actions de sensibilisation, sur les stéréotypes, sur des animations et des accompagnements auprès du jeune public.

Depuis le 15 novembre 2017, comme vous venez de le rappeler Monsieur le Maire, la municipalité a signé la Charte de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie locale. Cette démarche initiée il y a neuf ans nous oblige aujourd'hui à revoir nos politiques publiques par le prisme de légalité. Cette charte est un outil complémentaire de toutes les actions que nous avons déjà mises en œuvre. Elle est un socle commun et s'adosse à la loi du 4 août 2014.

La première loi globale en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, portée par la ministre Najat Vallaud-Belkacem, dite loi du 4 août, a eu pour ambition d'impulser une nouvelle génération de droits. Les droits à l'égalité réelle et concrète. Cette loi, porteuse de nombreuses dispositions relatives à l'égalité professionnelle, à la parité, à la lutte contre la précarité, contre les violences faites aux femmes, contre les atteintes à la dignité, pour la réaffirmation du droit à disposer de son corps, démontre la volonté du politique d'impliquer la société dans son ensemble.

L'article 61 prévoit que les collectivités territoriales et les Établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 20 000 habitants présentent préalablement au débat sur le projet du budget, un rapport sur la situation en matière

d'égalité entre les femmes et les hommes. En intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations de programmes de nature à améliorer cette situation. Il est donc aujourd'hui obligatoire pour nous de vous rendre compte d'un rapport d'égalité entre les femmes et les hommes sur notre commune et de mettre la lumière sur les initiatives portées par une administration qui met toute son énergie à faire émerger cette délégation.

Je tiens à remercier chaleureusement les personnes qui œuvrent en ce sens, Odile et Nathalie. Je leur renouvelle toute ma reconnaissance et ma gratitude pour le travail qu'elles accomplissent depuis plusieurs années. Ce travail est une œuvre collective et repose sur la bonne volonté de l'ensemble des services de la municipalité qui sont sensibles à ces questions et mettent en œuvre des actions tendant à l'égalité entre les femmes et les hommes. Cette œuvre a été renforcée depuis plusieurs mois par un collectif des agents qui se réunit tous les deux mois pour mettre en commun des idées, des envies, mais aussi des diagnostics sur la ville. Je souhaite également remercier ce collectif qui s'engage au quotidien pour réduire les inégalités entre les femmes et les hommes, mais aussi, à faire évoluer les mentalités.

Le rapport annuel sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes pour l'année 2018 présente l'état réel de l'égalité au sein de notre collectivité, les actions menées et les enjeux pour notre municipalité, afin d'atteindre l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Le premier rapport que nous avons présenté était en 2015 et entre les deux il y a eu des effets, soit dans un sens soit dans l'autre. En l'occurrence, aujourd'hui, nous pouvons dire que les conditions générales d'emploi montrent que les collectivités emploient sur des postes permanents 51 % de femme contre 49 % d'hommes. Il y a plus de femmes que d'hommes, mais nous tendons à la parité sur l'ensemble des postes. Nous observons que sur l'ensemble des trois catégories, les femmes sont majoritaires :

- 60 % en catégorie A ;
- 57 % en catégorie B ;
- 59 % en catégorie C.

Depuis la nouvelle organisation de la direction générale, nous avons une parité avec deux hommes et deux femmes même si c'est une tradition à la ville de Choisy-le-Roi, au précédent mandat il y avait plus de femmes que d'hommes. Je pense que nous avons rééquilibré dans le bon sens. Certaines filières sont encore aujourd'hui genrées dans un sens comme dans un autre puisque la filière médicosociale est composée à 100 % de femmes. Nous avons un travail à faire pour qu'il n'y ait pas que des femmes dans cette filière. Là, il y a eu un travail de fait, puisqu'aujourd'hui nous sommes à 50 % d'hommes alors que dans le premier rapport, il y avait 79 % d'hommes. Un réel travail a été fait au sein des services et au sein de la RH. C'était quelque chose d'important sur une filière où nous savons qu'en général il y a plus d'hommes que de femmes.

Concernant l'âge des agents, nous sommes sur la même configuration que les autres collectivités de notre taille et des structures équivalentes. Cependant, nous notons qu'à Choisy-le-Roi, les femmes sont plus représentées que les hommes et notamment sur la tranche 45, 60 ans. Nous notons également une différence sur l'organisation du travail, ce que je dis chaque année, et j'aimerais que nous arrivions à revaloriser puisque deux tiers des agents qui ont choisi soit un temps partiel soit un temps non complet sont des femmes. Cela veut dire qu'un tiers d'hommes sont en temps partiel ou en temps non complet : 37 temps partiels et 31 temps non complets. Il y a un travail de sensibilisation à faire puisque quand il y a des enfants nous avons envie de nous occuper d'eux, mais il y a aussi des

choses à voir pour que ce ne soit pas forcément toujours les femmes qui prennent les temps partiels et les temps non complets. D'autant plus que nous savons que cela a des conséquences sur leur retraite, et d'autres derrière, pour elles.

En ce qui concerne les demandes de formation, les femmes sont davantage représentées, nous notons que dans notre collectivité elles se forment plus que les hommes. Les rémunérations entre les femmes et les hommes sont référencées dans un tableau et nous pouvons noter qu'il y a des différences entre les femmes et les hommes malgré les grilles indiciaires. Par rapport à la proportion de femmes à temps partiel, il y a une incidence évidemment sur leur salaire, elles prennent plus souvent un congé parental que l'homme ce qui a aussi une incidence sur le déroulé de leur carrière. Nous avons un travail à faire sur ces questions-là. Les différences peuvent aussi venir des régimes indemnitaires comme la filière technique qui est plus favorable que la filière administrative ou la filière médicosociale (nous comprenons pourquoi il y a 100 % de femmes dans cette dernière).

La municipalité a été pionnière dans son orientation politique pour à l'égalité entre les femmes et les hommes en donnant la priorité à la déconstruction des stéréotypes. Nous avons mis l'accent à chaque fois sur le jeune public en axant notre action sur les élèves de maternelle et de primaire faisant le pari du futur et de travailler sur les nouvelles générations, afin de remettre en question les préjugés de notre société et de faire évoluer ses mentalités. Les politiques pour l'égalité entre les femmes et les hommes ont pour enjeu de favoriser la culture de l'égalité, de mettre en place des actions spécifiques visant à répondre au mieux au principe de l'égalité et améliorer la condition des femmes et des hommes dans la société. De fait, en améliorant la condition des femmes celle des hommes s'améliore également.

Parvenir aussi à une meilleure coordination auprès des partenaires, de permettre à la ville de rendre visible l'égalité dans ses politiques. Je pense que nous sommes de plus en plus visibles d'une année à l'autre puisque les actions menées amènent de nombreux citoyens et citoyennes. Elles se traduisent par différentes actions menées tout au long de l'année avec des initiatives ponctuelles comme des rencontres publiques, la semaine féminin-masculin, le soutien aux structures locales agissant pour l'égalité, les événements autour de la journée du 25 novembre. Également des soutiens comme égalité-mixité, la participation à des dispositifs régionaux : Jeunes pour l'Égalité par exemple. Il y a aussi les initiatives de fond, toute la pédagogie en direction du plus jeune public, les ateliers spécifiques avec le Conseil citoyen des enfants et également la formation des agents.

Pour finir cette présentation annuelle, j'aimerais mettre en avant le projet de centre d'hébergement dédié aux femmes, présenté il y a quelques jours au Royal, qui est l'exemple de la volonté politique de notre municipalité et surtout de notre maire qui a initié ce projet alors qu'il était adjoint au maire, au logement, lors du précédent mandat. Ce projet initié depuis un certain nombre d'années verra le jour dans quelques mois. Il permettra à des femmes de se reconstruire et d'être accompagnées dans leurs démarches. Ce projet vient concrétiser une politique globale d'égalité entre les femmes et les hommes faisant écho aux actions menées toute l'année. Je parlais de la journée du 25 novembre, je reviens sur celle-ci qui portait sur les violences faites aux femmes et les conséquences sur les enfants. Cela nous a permis d'échanger. Au départ, nous n'étions pas très nombreux et au fur et à mesure le Royal s'est rempli. Cela veut dire qu'il y a une prise de conscience sur ce sujet qui émerge et qui demande un engagement de notre part. En effet, un enfant n'est pas un témoin épargné par la violence, mais bien une victime que nous devons prendre en compte et protéger. Ce travail se poursuivra, j'en suis sûre, dans les prochains mois. Je vous invite à nous envoyer vos contributions pour la semaine féminin-masculin que nous construisons en partenariat avec le collectif des agents et le collectif des citoyens et citoyennes. Ils viennent nous voir tous les trois mois pour échanger sur ces questions. Cette année cela devrait porter sur la situation des femmes dans notre ville, afin de permettre à l'ensemble des

services de participer et que nous puissions vous proposer, l'année prochaine, un rapport annuel encore plus fourni. Je vous remercie.

M. le Maire : Je vous remercie. Il était déjà bien fourni. Y a-t-il des demandes d'interventions ? Madame Baron.

M^{me} Baron : Le contenu de ce rapport est fixé par décret. Il comporte le bilan des actions conduites au titre des ressources humaines de la collectivité. Le bilan des politiques publiques mises en œuvre aussi sur le territoire. Si nous arrivons à présent à favoriser une meilleure articulation du partage des responsabilités parentales ainsi qu'un meilleur accès à la contraception et à la production culturelle, où il n'y a aucun problème, nous sommes quand même loin de l'égalité professionnelle au niveau des rémunérations. Pourtant, cela fait 45 ans que la loi existe pour l'égalité professionnelle et elle n'est toujours pas réelle et concrète. Les femmes gagnent 9 % de moins que les hommes à poste égal et 25 % tous postes confondus.

Je peux confirmer aussi que nous sommes loin de la lutte contre les stéréotypes sexistes que nous constatons tous les jours, nous venons d'en faire la preuve autour de cette table par un élu sans que d'ailleurs personne n'ait réagi, j'aurais souhaité peut-être que mes collègues femmes puissent réagir. Nous ne dérogeons pas à la règle. Ne serait-ce que pour l'utilisation de l'image dans le domaine de la publicité, l'image de la femme est souvent assez choquante par rapport au produit.

Une autre remarque sur le recrutement des femmes où nous observons que la part des femmes est fortement prépondérante dans les emplois de remplacement par exemple, un homme pour 14 femmes, d'où une précarité plus importante de la femme. Enfin, comme il a été dit, il y a les violences faites aux femmes. En 2014, c'est une femme qui décède tous les deux jours et demi victime de son conjoint. Nous sommes tous, nous essayons d'être tous acteurs comme moi qui représente une association que je préside et nous sommes très mobilisés pour l'accompagnement des femmes victimes que nous ne voyons que trop souvent. Il faut que tous ensemble nous nous mobilisions, nous acteurs du dialogue social et mettions en place des volets de prévention comme cela s'est fait au Royal. J'étais présente pour écouter ce qui a été dit sur le centre d'hébergement à Choisy-le-Roi, c'est une bonne représentation. Nous prenons acte de ce rapport.

M. le Maire : Je vous remercie. Y a-t-il d'autres demandes d'interventions ? M. Id Elouali.

M. Id Elouali : Je vous remercie Monsieur le Maire. Madame Baron, je suis solidaire avec vous. Je reviens à l'exposé très instructif de notre collègue que je remercie pour la clarté du propos et surtout pour les perspectives auxquelles elle nous invite. Je souhaiterais pour ma part qu'il y ait une plus grande communication sur ce rapport, afin que ce ne soit pas juste l'affaire du service, que je salue, car c'est un travail de qualité, mais pour que cette culture de l'égalité femmes, hommes soit partagée.

Je termine par un constat concernant cette irruption dans notre quotidien qui s'appelle les gilets jaunes. Vous noterez que beaucoup de prises de parole ont été faites par des femmes, parce que cela rejoindrait le propos de M^{me} baron. Deux raisons principales : ce sont les femmes qui tiennent les comptes donc elles sont plus sensibles aux questions budgétaires et aussi, parce que ce sont elles qui sont les moins rémunérées, qui souffrent justement de cette énième fracture. Parmi les choses à relever derrière toutes les fractures, que ce phénomène des gilets jaunes revêt et accumule, il y a cette question d'égalité salariale, femmes, hommes.

M. le Maire : Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Lors d'ateliers à Choisy-le-Roi différentes expériences étaient évoquées, il y avait des photos de femmes de différentes nations, des expériences vécues qui étaient racontées. Dans ma culture, la femme a toujours eu une place extrêmement importante. Il y a évidemment eu des évolutions par rapport à sa position sociale dans la société, mais c'est quelque chose qui me touche particulièrement, car j'ai été touché dans ma famille. J'ai toujours rendu hommage à ces femmes extrêmement courageuses, qui ont connu un parcours stupéfiant, qui ont sauvé d'autres vies, qui se sont retrouvées par exemple veuves et qui sont restées seules toute leur vie, qui se sont sacrifiées pour leur famille ou rien d'autre ne comptait pour elles. J'ai connu ce type de femme d'où mon profond respect pour leur engagement. Bien souvent, je préfère travailler avec des femmes qu'avec des hommes. Pas pour les raisons que pourrait croire M^{me} Baron qui a une drôle de façon d'évoquer les choses. En croyant plaisanter elle ne rend pas service à la cause qu'elle pense défendre, parce que lorsque nous respectons une femme et si elle est engagée en politique ou en sport, nous ne voyons plus que c'est une femme. C'est quelqu'un avec qui nous discutons, quelqu'un qui peut prendre des coups comme un homme et quelqu'un que nous respectons, car nous estimons qu'elle peut répondre au même niveau avec ses capacités. Je ne vois pas ce qu'il y a de sexiste ici. Il fut un temps où dans cette assemblée, certains le savent, un homme voulait tellement sortir ses connaissances que je l'ai baptisé la lumière du monde, peut-être était-ce sexiste. Arrêtons avec tout cela.

Pour revenir plus sérieusement à ce qui nous préoccupe ce soir et sur ce rapport, le seul bémol que j'y mettrai c'est que, personnellement, la parité m'a embêté même si c'est un mal nécessaire qui a fait évoluer les choses. Ne serait-ce que lorsque nous devons faire une liste électorale, je ne vois pas pourquoi je devrais me priver de certaines femmes qui peuvent être bien plus compétentes que certains hommes ou l'inverse. C'était un mal nécessaire, il faut faire avec, mais quelquefois il y a des choix douloureux à faire où le fait d'être homme ou femme ne rentre absolument pas en ligne de compte. Seules les capacités de chacun et de chacune ont à voir. Nous voyons des professions où il y a bien plus de femmes que d'hommes. Il y a de plus en plus de femmes qui sont de grands capitaines d'industrie et qui prennent le pas sur les hommes. C'est dans l'évolution, mais nous saurons résister.

M. le Maire : Je vous remercie. Élodie Masse pour conclure sur ce débat.

M^{me} Masse : Je voudrais simplement répondre sur les propos de M^{me} Baron. Le rapport annuel qui est présenté ce soir porte sur la situation de Choisy-le-Roi. Nous sommes uniquement sur les chiffres de notre municipalité. C'est la présentation des agents de la municipalité, sur la notion de parité où des filières sont davantage genrées (c'est une situation de fait) et sur comment nous arrivons à tendre vers l'égalité réelle entre les femmes et les hommes. Alors même que dans le service public nous pourrions penser qu'il y a des catégories et des grilles de salaires et devrions être à parité sur les salaires. Ce n'est pas le cas puisque les femmes prennent des congés parentaux, elles accouchent à la place des hommes. Tout cela amène des incidences sur leur déroulement de carrière. Le premier point est de voir comment nous travaillons sur ces questions.

Un deuxième point, pour répondre à Monsieur Id Elouali sur une plus grande communication par rapport aux chiffres et à tout ce qui est fait. Le service communication travaille de plus en plus sur cette question. Il est très sensibilisé à l'égalité entre les femmes et les hommes, parce que même s'il y a eu des bâtis, des choses ont bougé comme l'écriture inclusive qui n'a pas été évidente. Des choses sont mises en place et dans le bilan de l'année il y a toujours une part mise sur la délégation. Sur le rapport annuel, nous regardons avec le collectif des agents comment nous pouvons rendre les chiffres plus lisibles au niveau de la communication. En effet, une action interne est menée auprès des agents, il y a aussi les actions menées tout au long de l'année, ce qui est en réflexion avec la direction de la communication et le directif des agents. Nous avons cela en tête. De plus, je voulais rappeler

qu'au-delà des propos sexistes dans ce Conseil municipal, j'ai le souvenir d'avoir été traitée d'hystérique il n'y a pas si longtemps, au précédent mandat. Je pense qu'il y a eu une évolution et que nous arrivons à dialoguer entre hommes et femmes. La parité me va bien et j'aime travailler aussi bien avec des hommes qu'avec des femmes. Lorsque c'est à 50/50, cela me va encore mieux.

M. le Maire : Bien, nous prenons acte, il n'y a pas de vote pour ce rapport. Nous pouvons nous féliciter collectivement de ces avancées et faire en sorte qu'elles continuent à progresser. Je vous remercie.

Le Conseil municipal prend acte de la délibération n°6

→ 7. Renouvellement de convention avec la Compagnie la Rumeur

M. le Maire : Y a-t-il des remarques sur ce renouvellement ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : Je suis désolé, lors de la précédente commission j'ai fait preuve d'un très grand sexisme puisque j'ai répondu à M^{me} Bellier. Nous n'étions pas d'accord sur les arguments qui prévalaient sur la Rumeur à tel point que je voulais voter contre.

Ce que je vais dire n'est pas partagé par tous dans le groupe ce qui est parfaitement logique, il s'agit de culture chacun ayant sa propre appréciation. Ce n'est pas tant sur l'augmentation de la subvention, c'est sur le principe. C'est une compagnie en résidence depuis 25 ans tout de même, et pour moi, la culture c'est pluriels. Ils ont une certaine fonction de théâtre qui convient ou non, qui plaît ou non, chacun à ses goûts. Mais, puisqu'ils s'adressent aussi à des jeunes, il serait bien que nous renouvelions des expériences, que nous proposons un autre type de théâtre, une autre façon de travailler. Une troupe est faite pour parcourir les villes.

Le deuxième point est que même si le niveau de la subvention ne me choque pas, un jour ou l'autre il faudra faire des choix et j'ai cru comprendre en Conseil d'administration au théâtre Paul Éluard où j'ai voté le budget, qu'il y avait une baisse de participation induisant des soucis financiers. Je suis aussi d'avis de nous concentrer sur le théâtre Paul Éluard, parce que les finances de la ville, et en général à disposition pour les collectivités, vont nous pousser à faire des choix. M^{me} Masse m'a demandé si je m'étais rendu aux portes ouvertes. Je lui ai avoué que non et j'en ai tenu compte dans ma réflexion. Personnellement, je ne vais pas voter contre, je vais m'abstenir. Je vais me forcer à assister à leurs représentations et voir de plus près ce qu'ils font puisque le rapport d'activité que j'ai reçu ne m'a pas convaincu : une seule journée de cours aux jeunes, non. Je souhaiterais qu'il y ait plus de cours. Peut-être se sont-ils installés dans une routine. Il m'avait été dit qu'ils faisaient un bien fou dans la ville, que tout le monde les connaissait donc nous avons fait un micro-trottoir. Je suis désolé, mais sur 40 personnes interrogées, personne ne connaît. Ce n'est pas une attaque, mais comme je l'ai dit, je vais m'astreindre à regarder de plus près ce qu'ils font. Une chose m'inquiète : nous avons le cinéma, le théâtre Paul Éluard, cette compagnie, la maison de la santé et beaucoup d'autres choses. Il y a des choix à faire. Je m'abstiens donc et pour l'ensemble du groupe, le vote est libre.

M^{me} Baron : Ce que j'entends est étrange, car elle est vraiment très connue. Cette convention avec la Compagnie la Rumeur semble peut-être un peu élevée, mais sa notoriété n'est plus à démontrer. Je me suis rendu à la précédente journée des portes ouvertes. Il faut saluer un travail artistique de création lorsque nous voyons l'innovation autour de la danse et du théâtre. C'est un travail en relation avec des lycées, des élèves qui passent leur baccalauréat théâtre, etc., donc il y a un investissement pour les jeunes avec des stages de théâtre, du cinéma pour adolescents de 12 à 17 ans. Les locaux sont à disposition des

personnes en résidence, il y a des représentations, des formations, des projections de courts métrages. Cela fait partie de la culture, la société a besoin d'artistes pour goûter au bonheur d'une œuvre et surtout d'un échange. Ce sont des besoins de plaisir, d'esthétique, de liberté. Il y a sur le net des petites vidéos et nous voyons que cela ne baisse pas, car il y a un travail avec les adolescents qui adorent cela, ce qui peut aussi être une voie d'avenir pour eux. Nous allons voter pour.

M^{me} Bellier : Je vous remercie, monsieur Panetta, de me laisser la possibilité d'évoquer ce bel endroit qu'est le théâtre de la Compagnie la Rumeur. Le lieu dans lequel il existe est un lieu patrimonial cher à notre ville, mais aussi un bel endroit par ce qu'il s'y fait. C'est une fabrique de théâtre, un lieu de création et de transmission des arts du spectacle. Ce lieu est reconnu par la DRAC et l'Éducation nationale. Vous reprochez, Monsieur Panetta, à la Compagnie d'être installée depuis trop longtemps dans notre ville. Pour nous, notre majorité municipale, nous y voyons au contraire une chance. C'est une Compagnie qui a investi plus de 100 000 euros pour faire de cette friche industrielle un lieu artistique, qui s'est investie humainement sur la durée auprès des jeunes Choisyens, de leur famille et de la population Choisyenne intéressée par le théâtre. L'ancrage de la compagnie sur la ville s'accroît encore avec les créations montées en juin 2018 et en décembre prochain avec la tannerie.

La subvention n'a jamais été augmentée depuis 20 ans. Au vu du rayonnement de la Compagnie la Rumeur sur notre ville, je trouve cette proposition de majoration de la subvention justifiée. Je cite les responsables : « *L'objectif est de poursuivre une politique volontaire en faveur d'une plus grande mixité sociale et urbaine et de contribuer à lutter contre les inégalités d'accès du plus grand nombre et notamment des jeunes* ». Ces valeurs sont les nôtres. Les documents que nous vous avons fait parvenir attestent du sérieux de cette compagnie.

J'ai pris note, Monsieur Panetta, lorsque vous m'avez parlé de « piqûres » et je suis très heureuse d'avoir distillé une pointe de curiosité chez vous et d'apprendre ce soir que vous avez décidé de franchir les pas de ce théâtre. Je rappelle que la subvention de la commune au théâtre Paul Éluard ne baisse pas, qu'elle est en toute légère hausse. Je prends note que vous regrettez qu'il n'y ait qu'une journée, qu'un créneau de cours pour le théâtre. Là encore, si vous aviez eu la chance de voir le spectacle en fin d'année qui était la restitution de ces ateliers théâtraux, je vous assure que vous auriez passé un très bon moment. Je prends acte et serait ravie de vous y croiser Monsieur Panetta. J'espère peut-être vous faire changer d'avis sur cette belle Compagnie que nous sommes très heureux d'accueillir à Choisy-le-Roi.

M. le Maire : Je vous remercie. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ?

Simplement deux choses pour ma part, je me pose la question d'aller voir Agnès et Patrice pour proposer que Monique Baron devienne attachée de presse de la Compagnie au regard de ce que vous avez développé dans vos propos.

Outre cette plaisanterie, l'exposition qui s'est tenue durant deux [quoi ?] et qui vient de s'achever portait sur le travail artistique de création des décors de Jean-Charles. Il a exposé durant toute sa carrière à la fois à Londres, à New York, à Berlin, etc. Son travail de réflexion avec l'ensemble des créateurs avec qui il a travaillé est remarquable. Je trouvais qu'il était intéressant de voir cette exposition qui montrait la qualité de réflexion de fond simplement à travers des décors pour, notamment, des opéras connus et reconnus dans le monde. C'est une manière de faire un clin d'œil non seulement à Agnès et à Patrice Bigel, mais aussi à ceux qui travaillent à leurs côtés, qui sont parfois dans l'ombre et qui font un travail remarquable.

La délibération n°7 est adoptée à l'unanimité (7 abstentions).

→ 8. Approbation du rapport annuel 2017 du contrat de ville

M. le Maire : Je vous remercie. La parole est à M. Diguët.

M. Diguët : vous savez que le contrat de ville rentre dans le cadre de la politique de la ville qui est une compétence territoriale. Avant d'être territoriale, elle était de la compétence de la Communauté d'agglomération ce qui explique que nous avons un contrat de ville intercommunal avec les villes d'Ivry et de Vitry. Toujours est-il que nous devons tous les ans émettre un avis sur l'activité déployée par la ville et les associations dans le cadre des axes prioritaires développés par le contrat de ville, sans autre ville. Je ne sais pas si vous avez eu la possibilité de lire la note qui est très explicite. Elle dit que nous avons tout au long de l'année rempli l'intégralité de nos obligations dans ce domaine. Un point bien précisé est qu'en 2017, comme les années antérieures, le Conseil citoyen a continué à réunir ses instances avec une grande régularité sur le territoire en opération dans le renouvellement urbain et que la question du renouvellement de cette instance est en cours d'élaboration. J'attire votre attention sur la vigilance que nous devons porter aujourd'hui sur le niveau d'engagement de l'État et sur celui du Conseil régional. Nous sommes relativement inquiets par rapport aux crédits accordés dans le cadre de la politique de la ville. N'oublions pas ce qui nous est arrivé avec les crédits que nous avait accordés l'État dans le cadre du projet de réussite éducative que nous avons dû remettre en cause du fait de la suppression de certains crédits d'État. Aujourd'hui, il s'agit d'émettre un avis favorable sur la poursuite de nos activités dans le cadre de ce contrat de ville.

M. le Maire : Je vous remercie. Des remarques sur ce point ? Monsieur Panetta.

M. Panetta : C'est en cohérence avec ce que j'ai dit du temps de Seine amont. J'estime que Choisy-le-Roi nous sommes le parent pauvre de ce rapport. Il n'y a pas grand-chose qui se passe chez nous donc nous allons nous abstenir pour cela.

M. le Maire : Il n'y a pas d'autres interventions ? Nous passons aux voix.

La délibération n°8 est adoptée à l'unanimité (10 abstentions).

FINANCES

→ 9. Rapport d'orientation budgétaire pour l'année 2019

M. le Maire : Je rappelle ce que nous avons convenu avec les Présidents en conférence des Présidents au regard du règlement intérieur dans le cadre des débats budgétaires, rapports d'orientation budgétaire ou vote du budget. Les interventions des groupes peuvent aller jusqu'à 15 minutes, mais nous avons convenu, si nous le pouvons, d'être à dix minutes d'intervention par groupe. Je vous invite également à faire moins, ceci étant, c'est un important débat de notre instance.

Chers collègues, vous le savez je présenterai le budget primitif pour l'année 2019 lors de notre séance du 16 janvier prochain. Dans cette perspective, le débat sur les orientations budgétaires permet à notre assemblée d'examiner les grandes orientations pour l'activité de notre collectivité pour l'année 2019 et sur la stratégie financière nécessaire à leurs mises en œuvre. Ce débat prend cette année un caractère singulier, puisqu'il s'inscrit comme une année pleine dans la clôture de notre mandature. Je ne doute pas qu'il confirmera le rôle important de la municipalité comme acteur majeur de la vie quotidienne de nos concitoyens

autant que comme un protagoniste essentiel aux côtés d'autres collectivités. Que vous soyez de la majorité ou de l'opposition, vous savez qu'ici nous nous attachons à redonner sens à l'action publique qui est de plus en plus confinée aujourd'hui à colmater des dégâts. À la macronisation institutionnelle, aux coups portés sur la démocratie de proximité, à la réduction de l'autonomie financière et fiscale des collectivités.

À tout cela, nous nous opposons avec d'autres communes en Val-de-Marne. Une vision de l'intervention publique qui porterait l'émancipation humaine, vers les coopérations et vers la relance économique par le progrès social. Nous disposons pour ce faire d'un atout que je considère comme un atout immense avec notre service public et cela en lien permanent avec les attentes et les besoins de la population. Force est de constater que nous faisons face à de nombreuses contraintes et une attitude de l'État de plus en plus interventionniste et autoritaire à l'encontre des collectivités, mais aussi des élus locaux et de fait, des agents du service public.

Parmi ces contraintes, je souhaite évoquer l'encadrement des dépenses de fonctionnement imposé unilatéralement par l'État aux collectivités depuis cette année. Une nouvelle mesure que j'ai déjà évoquée devant vous, après que les collectivités aient été ponctionnées de recettes conséquentes, le gouvernement a décidé de contraindre un peu plus encore nos dépenses. Cette contractualisation avec l'État (qui n'en avait que le nom) a été élaborée de manière à réduire un peu plus la libre administration et l'autonomie financière des collectivités. Cette méthode ignore totalement la réalité des besoins croissants et fait fi des efforts déjà réalisés par les collectivités, dont la nôtre, et qui ne peuvent pas accepter silencieusement d'être taxées de dépensières, ce que le gouvernement voudrait faire croire. Vous le savez, je n'ai pas voulu signer pour la ville ce pacte financier que je considère comme perdant/perdant. Ces contrats construits sur des principes décidés par une seule partie, à savoir l'État, n'engagent en vérité que l'autre partie c'est-à-dire les collectivités. Ils sont fondamentalement un moyen de maîtriser la dépense publique de la nation, mais ceci en faisant porter la difficulté aux collectivités. En effet, sans nécessairement le souhaiter, j'attends toujours de voir comment l'État arrivera à une maîtrise équivalente à celle qu'ils nous imposent. Démonstration flagrante de la démarche autoritaire de l'État dans ce dossier : la ville, notre ville, s'est vu notifier par le préfet un objectif d'évolution de ses dépenses à plus 1,1 %, et ce, jusqu'en 2020, afin de se voir garantir le même niveau de dotation. Je le répète, en cas de non-respect de ce taux, des sanctions financières seraient appliquées, signatures apposées ou non d'ailleurs de la collectivité concernée.

J'ai fait part au préfet de mon étonnement de voir un taux fixé à notre collectivité plus bas que la moyenne. Ainsi, même en se référant aux critères imposés par l'État, comment ne pas prendre en compte la dynamique de l'accroissement de la population de notre commune ? Comment refuser de voir que la richesse de la commune est surtout due à notre entrée dans l'intercommunalité qui nous a fait perdre le bénéfice de la fameuse DSU cible. Sur les 250 communes urbaines les plus pauvres, aujourd'hui, nous sommes à la 272^e place. Comment ne pas accepter de reconnaître que sans l'artifice du vrai faux transfert, vous vous rappelez du vrai faux transfert de l'assainissement en 2016, il aurait été possible de constater que les dépenses de fonctionnement avaient diminué de moins 0,26 % par an entre 2014 et 2016. Enfin, cet encadrement est une attaque grossière au principe constitutionnel de libre administration des collectivités.

Une autre contrainte est la perte d'autonomie financière. Avec la disparition de la taxe d'habitation et par là même, le risque d'un tassement de notre recette fiscale. Enfin, pour achever cette énumération, longue, mais non exhaustive des contraintes extérieures, je pourrais également évoquer des transferts de charges voire même des décisions nationales à mettre en œuvre ou non. En tout cas, ce que nous savons c'est qu'elles ne sont pas compensées : PRE, PACS, etc. PRE : 80 % de subventions à la mise en place du PRE,

nous sommes à 20 %. D'autres décisions viennent alourdir nos charges et mettent en tension les ressources pouvant servir à notre service public. N'y voyons-nous pas là une contradiction profonde d'un État qui songe tantôt à supprimer les communes, à les traiter de paniers percés, mais qui leur transfère sans cesse de nouvelles charges ? Je vais vous étonner, mais pour ma part, je suis favorable à ce que l'on puisse nous confier plus de responsabilités, convaincu aussi du fait que le développement local doit reposer sur des acteurs locaux et sur l'intelligence des territoires. Mais ces transferts doivent reposer aussi sur un principe : celui de la compensation et la compensation intégrale par l'État des responsabilités transférées. Pour être plus près de ces mesures « tombées d'en haut », pesant sur nos services et qui sont malheureusement récurrentes. À l'image pour 2019 du coût humain et financier de la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des suggestions, de l'expertise et de l'engagement professionnel : le RIFSEEP.

Sur ce point, malgré la situation financière de la collectivité, avec notre collègue M^{me} Arnaud et tout l'exécutif nous gardons un objectif : ne pas faire reculer le droit des agents. À chaque débat d'orientation budgétaire, et ceci depuis trois ans, je le répète, la commune doit rester un espace républicain dans la sphère institutionnelle. Un espace essentiel de démocratie tout en mesurant les interrogations qui s'intensifient vis-à-vis de la Métropole comme aussi, éventuellement, de la superficie des territoires. Pour nous, il s'agit de bâtir pour 2019, pour les Choisyens, pour les Choisyennes, un budget audacieux et ambitieux, fondé sur deux partis pris. La créativité, mais aussi l'efficacité du service public face au défi d'émancipation humaine et aussi l'utilité de la dépense publique pour construire une croissance durable soucieuse des humains et de leur environnement.

Je vous propose ainsi de concevoir la construction d'un budget comme l'affirmation et la consolidation de nos engagements pris : solidarité, égalité, émancipation humaine, revitalisation démocratique dans les villes durables de demain. Autant de fils rouges qui déterminent nos actes de gestion et construisent un lien solide entre le service public et la population et ainsi qu'avec l'ensemble de nos partenaires, qu'ils soient institutionnels ou associatifs. Nous sommes à une étape, celle de remettre en perspective ce qui fonde l'originalité de notre politique publique et de sa pertinence au regard de l'évolution des besoins. Je pense à ce titre qu'il nous faut concrétiser notre effort de proximité et de rapprocher encore plus le service public du citoyen. Pour cela, il nous faut conforter notre épargne et financer durablement nos investissements. Tels sont donc les défis à relever pour maintenir un haut niveau de service public.

D'un point de vue budgétaire, et c'est une orientation, il faut tendre au maximum au maintien des dépenses de fonctionnement à un niveau identique à celles inscrites au BP 2018. Cela induit mécaniquement d'être rigoureux, ce que nous avons toujours été, et dans une recherche d'optimisation des recettes. Conforter notre épargne nette et financer durablement nos investissements, c'est également maîtriser notre dette donc, contenir notre emprunt. Le programme d'investissement devra faire l'objet d'une attention particulière s'appuyant sur le niveau de réalisation de 2018, sur les restes à réaliser au regard de notre BP, mais également en priorisant voire en échelonnant si nécessaire les opérations. Dans ce contexte contraint, la construction du budget 2019 ne doit pas remettre en cause les engagements pris devant les Choisyens et les Choisyennes. Cette construction doit également poursuivre l'efficacité de notre action publique municipale dans un environnement institutionnel, financier, mais aussi social qui a sensiblement évolué. Je dis poursuivre, car depuis le début de cette mandature, avec l'implication de notre directeur général des services, de la direction générale, celle de l'encadrement et l'engagement des agents, un travail très conséquent a été effectué et je veux aujourd'hui le souligner. Je tiens toutefois à souligner aussi que malgré ces contraintes et les décisions difficiles que nous avons été amenés à prendre, nous luttons collectivement pour préserver l'essentiel : assumer pleinement nos responsabilités

dans le champ de compétence, afin de promouvoir les droits élémentaires de nos concitoyens et faire vivre concrètement une conception ambitieuse de notre service public.

C'est pourquoi j'ai demandé à l'exécutif et à la direction générale de mobiliser notre service public municipal autour d'une double exigence : poursuivre les efforts de gestion, celle d'une plus grande écoute, d'une plus grande proximité et d'une plus grande réactivité avec les usagers, car c'est là que réside la pleine utilité de notre action auprès de la population. Nos concitoyens attendent cette proximité et cette réactivité. Nous avons des progrès à accomplir, mais c'est le sens de mes exigences. Faire évoluer le service, le renforcer pour lui permettre de répondre encore mieux aux attentes et aux besoins de nos concitoyens constitue l'objectif majeur que nous souhaitons assigner à l'administration. Cet objectif est parfaitement cohérent avec la volonté d'optimiser nos ressources dans cette période. Très souvent lorsque nous agissons mieux en nous centrant sur l'intérêt général et sur l'intérêt de l'usager, nous dépensons mieux, nous améliorons les recettes.

Voilà chers collègues les quelques éléments dont je tenais à vous faire part en propos liminaire au débat d'orientation budgétaire que je vous propose de débiter. La parole est à Monsieur Ennaoura.

M. Ennaoura : Monsieur le Maire, mes chers collègues, mesdames et Messieurs.

Le débat sur nos orientations budgétaires 2019 est assombri par un contexte social et institutionnel des plus inquiétants. En effet, la politique qui est menée actuellement est qualifiée à bien des égards d'injuste, provoque comme nous voyons tous un très grand ressentiment vis-à-vis des hommes politiques et en particulier vis-à-vis de ceux qui ont la charge du gouvernement de notre pays depuis au moins trois quinquennats. La politique qui est menée sans cesse consiste à grever toujours plus le budget des classes moyennes et des classes populaires. Les exemples de saillie dans le budget des familles sont trop nombreux pour les citer. La crise actuelle des gilets jaunes est l'illustration d'une colère contre toutes les formes de relégations et d'injustices sociales. Les illustrations de cette injustice sont là aussi très nombreuses. Ce qu'attendent toutes ces personnes en colère c'est de vivre dignement d'un travail qui paye véritablement et donc des perspectives positives sans être constamment délégitimé, culpabilisé, disqualifié, caricaturé et même méprisé.

Nombreuses sont les personnes au-delà du cercle des gilets jaunes à constater la fragilisation de notre contrat social. Elles sont désemparées en assistant à une forme de démantèlement des services publics de proximité. Combien de bureaux de poste, de trésoreries, sont fermés ? Cela n'en finit plus. Nul ne peut ignorer cette réalité aux conséquences parfois catastrophiques dans les campagnes ou même dans les banlieues proches ou lointaines. Comment ne pas comprendre alors ce sentiment d'abandon. Je crois que la question de l'injustice sociale et territoriale n'est pas traitée sérieusement dans notre pays. La question de la taxe carbone en est l'illustration la plus explosive, sans mauvais jeu de mots. En effet, nos concitoyens sont lucides, ils voient très bien, ils interprètent très bien ces réformes et particulièrement la dernière. En effet, en début de mandat, notre président et son gouvernement ont supprimé avec une grande célérité l'impôt de solidarité sur la fortune qui rapportait près de 4 milliards d'euros aux finances du pays. Parallèlement à cela il a alourdi la contribution sociale généralisée et la taxe carbone pesant sur les carburants à hauteur de 3 à 4 milliards à échéance 2019. La gravité de cet « échange » standard c'est qu'il est défendu au motif de l'écologie alors même qu'une partie substantielle de cette ponction sur le budget des ménages ne va pas au financement de la transition énergétique. Aucune taxation pour les supertankers qui sillonnent en permanence les mers et polluent à une échelle stratosphérique notre planète. Eh bien non, ils ne sont pas taxés eux. Le kérosène des avions non plus, comme vous l'avez souligné, Monsieur le Maire. C'est

malheureusement encore une fois de l'écologie alibi. Rien ou presque pour les logements qui sont de véritables passoires énergétiques. Annoncer à peine un chèque de 100 euros pour changer les fenêtres, comment vous dire, c'est absolument dérisoire. Nous ne sommes pas à la hauteur des réalités des gens qui sont dans la précarité et qui supportent le froid à l'heure où je vous parle. Alors utiliser l'écologie comme motif pour grever encore plus le budget des ménages, qui est déjà troué, cela me rend en colère. C'est le meilleur moyen de créer de la détestation vis-à-vis de l'écologie alors même qu'elle concerne tout le monde et que le changement climatique, lui, n'attend pas.

Tout ce que je viens de dire est en lien direct avec nos préoccupations budgétaires. Pourquoi ? Parce que le choix de faire moins de solidarité, de faire plus d'austérité, c'est le choix qui a été fait depuis au moins trois quinquennats sur les communes, sur les départements, sur les régions. Nos collectivités voient leurs financements modifiés, leurs dotations budgétaires grevées. Comment faire à l'heure de la solidarité des investissements, des projets avec toujours moins ? C'est la politique actuelle qui arrive à un niveau de complexité, d'alourdissement qui dépasse la raison. Le choix du gouvernement de supprimer la taxe d'habitation sans apporter une solution de remplacement sérieuse, valable dans le temps et qui permet tout à la fois à nos collectivités de disposer véritablement d'une libre administration est un choix qui risque de peser une nouvelle fois sur les ménages ou sur nos collectivités (je pense aux départements). Je crois que tout cela pèse énormément sur le moral des élus et ce n'est pas sans raison que la moitié des maires de France, et notamment des communes rurales, déclarent ne pas vouloir se représenter en 2020.

Je pense que la situation est grave. Malgré cette alerte, le gouvernement décide de continuer cette politique. Dans notre cas, vous l'avez lu comme moi dans le rapport d'orientation budgétaire, nous sommes concernés par le contrat Cahors alors même que nos dépenses réelles de fonctionnement ne dépassaient pas les 60 millions d'euros en 2016. Malgré cela, et les efforts de notre maire, les services de l'État sont restés inflexibles. Ils ont refusé de retraiter le budget annexe eau, assainissement de nos dépenses réelles de fonctionnement. Malheureusement, cette inflexibilité est devenue omniprésente et constitue en réalité une voie sans issue. Malgré toutes les alertes envoyées par les élus de nos collectivités territoriales, et de tous bords politiques, le gouvernement reste inflexible. Il entend, mais il n'écoute pas. C'est une véritable source d'inquiétude pour notre groupe, car nous ne savons pas vers quoi tout cela va déboucher. Il n'y a aucune soupape, même pas à l'Assemblée nationale. Les députés de la majorité sont comme pétris de peur, n'osent même pas exprimer un avis contraire ou nuancé, ne cherchent même pas à influencer le gouvernement. Tout cela est très inquiétant et désolant pour notre démocratie.

Néanmoins, notre commune, par ses orientations budgétaires, s'inscrit dans une perspective de justice sociale et de solidarité. Ces valeurs nous imposent de répondre, et vous l'avez également dit, Monsieur le Maire, de répondre efficacement et concrètement aux besoins de nos concitoyens et concitoyennes dans le respect des engagements pris auprès d'eux. Notre groupe continuera à défendre une politique responsable de développement humain social et écologique au nom du groupe Union pour une Écologie Solidaire. Je vous remercie pour votre attention.

M. le Maire : Je vous remercie. La parole est à Bernard Athéa.

M. Athéa : Bonsoirs mes chers collègues.

Je commencerai par parler du financement des collectivités locales et de la façon dont les modalités se mettent en place. Le constat est qu'à ce jour les collectivités locales sont toujours dans l'incertitude quant à leur financement actuel et futur. Le gouvernement a

commencé à mettre en place la suppression de la taxe d'habitation, en 2018 c'est un premier tiers de supprimé, mais il reste toujours dans le flou en ce qui concerne les modalités de ce remplacement. Actuellement, il est prévu une dotation budget de l'État. Je rappelle que la taxe d'habitation pour Choisy-le-Roi c'est 20 % de nos ressources, un cinquième, donc tout à fait important et qu'il faut regarder ce point de façon très attentive. Cette suppression de la taxe d'habitation est dangereuse pour les collectivités, puisqu'elles vont perdre une partie de leur autonomie financière et donc de leur capacité à mener leur projet, mais également pour les finances publiques. Cette mesure n'étant pas actuellement budgétée et financée, il est évident que le gouvernement va devoir emprunter pour financer cette compensation. Je pense que c'est une mauvaise affaire pour les collectivités locales, mais également pour l'État qui va s'endetter et se mettre en difficulté encore un peu plus. Ce qui veut dire que dans le cadre de la remise à plat de la fiscalité locale qui est annoncée par le gouvernement, qui est tout à fait nécessaire même si cela reste compliqué, je reste persuadé qu'il va falloir réfléchir à la création d'un véritable impôt local permettant aux collectivités d'avoir leur autonomie, mais, et j'insiste sur ce point, autonomie implique également responsabilité. C'est-à-dire que dans ce cas-là, les collectivités locales seront directement responsables devant leurs électeurs de la bonne ou de la mauvaise utilisation des fonds et des aides qui leur sont confiés. Nous pouvons penser que sur ce plan là, la démocratie locale y gagnera également puisque les élus seront directement responsables de leur gestion devant les électeurs.

Un mot sur le contrat Cahors dont notre maire nous a parlé. C'est un contrat qui vise à encadrer l'évolution des charges de fonctionnement et de fait à priver les collectivités locales d'une partie de leur autonomie. Dans le cadre de cette non-signature, puisque la majorité municipale a refusé de signer, cela veut dire que le préfet nous impose un taux d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement extrêmement sévère de 1,1 % pour les années de 2018 à 2020 nous obligeant à faire des efforts de compression des charges extrêmement contraignants.

Maintenant, un mot sur la situation financière de notre ville. Je constate que comme les années précédentes elle reste saine, j'espère que nos collègues de l'opposition voudront bien le reconnaître. Nous avons un endettement toujours maîtrisé grâce aux efforts qui sont menés depuis plusieurs années par l'équipe municipale. Les emprunts sont sécurisés puisque contractés aux deux tiers à taux fixes et que globalement le taux moyen des emprunts de 1,74 % apparaît bas. Ce qui nous permet aussi d'avoir une marge de manœuvre financière plus importante et qui indique que les taux ont été bien négociés par les services. Si comme le précise la note, l'évolution des dépenses est plus rapide que celle des recettes de fonctionnement, il est bien évident que nous devons poursuivre cet effort de maîtrise des dépenses de fonctionnement. En particulier dans la masse salariale puisque c'est le principal poste des dépenses de fonctionnement. En raison de décisions nationales, qui n'appartiennent pas à la commune, son évolution est particulièrement rapide cela voulant dire qu'il nous faudra être vigilants sur ce poste de façon à dégager un autofinancement suffisant, afin d'assurer le financement des investissements. Financements qui vont se révéler nécessaires au développement de notre ville et au bien-être de ses habitants. Je vous remercie.

M. le Maire : Je vous remercie. Nous poursuivons. La parole est au groupe socialiste avec Nadia Brahimi.

M^{me} Brahimi : Je vous remercie Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire, mes chers collègues, comme vous l'avez dit tout à l'heure, le budget pour l'année 2019 sera le dernier de la mandature. C'est dire l'importance qu'il revêt pour notre majorité. Depuis le début du mandat, le contexte budgétaire n'a jamais cessé de se dégrader

pour les collectivités locales. Qu'ils soient de droite ou de gauche, les gouvernements successifs n'ont eu de cesse de diminuer leurs moyens allant jusqu'à aujourd'hui remettre en cause leur autonomie et le principe même de leur libre administration avec la suppression de la taxe d'habitation et le contrat Cahors. Alors qu'une réforme de la fiscalité locale est indispensable tant il est vrai que la taxe d'habitation n'est plus adaptée aux réalités locales, le gouvernement a choisi d'amputer les communes d'une partie de leurs ressources alors même que la situation sociale, que vise un grand nombre de nos concitoyens, leur impose plus que jamais de servir de bouclier social. Alors qu'elles sont en première ligne sur tous les sujets : la santé comme vue précédemment ou la sécurité par exemple qui sont pour autant des compétences régaliennes de l'État, elles sont montrées du doigt comme étant trop dépensières alors même que leurs ressources ne cessent de se réduire et que de plus en plus de charges et de responsabilités leur sont transférées. En 2018, Choisy-le-Roi a connu plusieurs événements difficiles, certains mêmes tragiques comme l'incendie de la résidence du Parc et le décès d'un jeune pompier. À chaque fois, la commune, élus et agents municipaux étaient présents aux côtés des habitants pour leur apporter assistance et réconfort. C'est toujours vers la commune que se tournent en premier lieu les habitants en cas de difficulté. C'est dire l'importance des services publics locaux et la nécessité de les préserver, je dirais même de les respecter, car ils sont les garants de l'égalité des citoyens quels qu'ils soient et quelles que soient les circonstances. Aussi je voudrais profiter de cette discussion budgétaire pour saluer le dévouement et l'implication des agents municipaux qui œuvrent au quotidien au service des Choisyens et des Choisyennes.

Depuis 2014, chaque débat budgétaire a donné l'occasion de dénoncer ici les difficultés rencontrées pour maintenir un haut niveau de service public dans un contexte financier difficile pour les communes. À chaque fois, au nom de mon groupe, j'ai insisté sur le fait que certes il faut dénoncer cette situation, mais que cela doit aussi être pour nous l'occasion de nous remettre en question, de revoir notre fonctionnement, de revisiter notre politique publique. Nous avons la conviction que nous pouvons faire mieux, être plus efficaces, plus efficaces sans forcément augmenter les moyens. J'en veux pour preuve plusieurs chantiers lancés depuis 2014 qui vont dans le sens d'une amélioration du service rendu au Choisyens par un redéploiement des moyens ou des moyens constants. Ainsi, nous avons réorganisé l'accueil de l'hôtel de ville et tout le monde s'accorde à reconnaître que c'est une réussite tant du point de vue des usagers que des agents. L'espace public aussi est l'un des grands chantiers que nous avons lancés et qui nous ont tenu particulièrement à cœur. Cela a peut-être pris du temps, mais désormais la direction de l'espace public est en mesure de fonctionner de manière globale et transversale. Les moyens dédiés à la propreté ont été renforcés, des ASVP supplémentaires ont été recrutés, un service de patrouilleurs a été créé. Mis en place au mois d'avril, les patrouilleurs ont déjà fait la preuve de leur utilité par le nombre de signalements réalisés, par les contacts nombreux qu'ils ont avec les habitants. Reste à traiter le problème du marché du centre qui défigure notre ville après chaque séance. Sur ce sujet nous devons mettre en œuvre des actions fortes pour contraindre le délégataire à plus d'exigence et de fermeté vis-à-vis des forains. De nombreux commerçants du marché dégradent notre cadre de vie, n'ont aucun respect pour la ville dans laquelle ils travaillent et doivent être sanctionnés avec la plus grande fermeté.

Cela me permet de faire le lien avec la mise en place de la police municipale à laquelle nous tenons beaucoup. La décision a été prise de renforcer notre pôle tranquillité publique avec des agents de police municipale. Nous savons que le recrutement de policiers municipaux qualifiés est compliqué compte tenu de la concurrence entre les communes. Néanmoins, seule la mise en place d'une équipe de policiers municipaux aux côtés des ASVP nous permettra d'atteindre nos objectifs en termes de qualité, de tranquillité, dans l'espace public. Dans le même registre, nous réitérons notre souhait de mise en place de médiateurs sociaux le plus rapidement possible. C'est un volet du contrat local de sécurité qui est en train d'évoluer et il est essentiel qu'il soit mis en œuvre pour compléter notre dispositif. L'espace

public, la tranquillité publique, ce sont également nos voiries et l'éclairage public. Notre groupe demande que les efforts de réfection de voirie soient maintenus, voire amplifiés, et que le programme de rénovation d'éclairage public soit poursuivi. Ainsi, en 2019, nous devrions enfin bénéficier d'un cadre de vie à la hauteur de nos attentes. Je comprends l'impatience des Choisyens, mais cette réorganisation était nécessaire pour atteindre les objectifs que nous nous étions fixés d'être à la fois dans la sensibilisation, la prévention et la répression.

Une autre priorité pour nous réside dans l'éducation. Pour nous, le budget de l'éducation doit, quelles que soient les circonstances, être sanctuarisé. C'est la raison pour laquelle même avec la fin des NAP nous avons souhaité que le budget dédié aux activités périscolaires soit maintenu à la même hauteur de même que le programme de réussite éducative malgré la baisse des financements de l'État. En matière d'investissement, nous devons poursuivre les travaux d'entretien de nos écoles pour en faire des lieux de vie propices à la réussite scolaire de tous nos enfants. En 2018, nous avons lancé l'acte 2 de l'agenda 21. En 2019 ce nouveau plan d'action construit avec les habitants sera, je l'espère, soumis au vote du Conseil municipal et mis en œuvre. Le premier agenda 21 a ancré notre ville dans une démarche de développement durable et a permis d'entraîner avec nous de nombreux partenaires ainsi que les habitants qui nous ont accompagnés dans nos projets de développement urbain et social de notre ville. Plus de 60 % des actions ont été réalisés, mais il reste encore beaucoup à faire pour inscrire notre ville dans la transition écologique. Nous devons donc encore faire évoluer les esprits et les mentalités, car le développement durable est avant tout une aventure collective où chaque citoyen doit être acteur. Ainsi, l'acte 2 s'articulera autour de trois thématiques :

- déplacement sobre en carbone ;
- des bâtiments économes en énergie ;
- la nature en ville.

Sur ces trois thématiques, les habitants du forum 21 ont déjà commencé à faire des propositions qui devraient se traduire par des actions concrètes à inscrire au prochain budget. Ce sont des thématiques déjà dans l'ensemble des politiques municipales que nous devons encore amplifier pour construire la ville durable que nous appelons de nos vœux. Je vous remercie.

M. Le Maire : Je vous remercie. La parole est à M. Briennon.

M. Briennon : Monsieur le Maire, chers collègues. Ce rendez-vous annuel pour le débat d'orientation budgétaire prend, à nos yeux cette année, une importance toute particulière au regard des lignes de fracture qui traversent la société française. Le mouvement des gilets jaunes est un révélateur d'une crise profonde de cette société. Elle traduit la rupture de nombreux citoyens qui se sentent étrangers aux débats, aux orientations, aux décisions prises en leur nom, mais dont ils ont le sentiment qu'elles sont prises contre eux.

Cette rupture peut s'expliquer par au moins trois causes :

- une révolution du monde du travail se traduisant par une fragilité accrue, une exigence d'adaptabilité de plus en plus forte et de réelles difficultés à se projeter dans le futur ;
- l'accroissement des divergences, en particulier en termes de rémunérations et d'égalité devant l'impôt ;
- les changements climatiques nécessitant l'élaboration et l'adaptation de décisions dans le cadre en particulier de la pleine application de l'accord de Paris.

Naturellement, ces causes se télescopent et s'autoalimentent aboutissant ainsi à un maelstrom pouvant conduire à l'implosion. Il est donc indispensable d'engager un nouveau niveau de réflexion. Justice network a évalué à 4,2 milliards d'euros le montant d'impôts sur les sociétés auxquelles les grandes multinationales américaines échappent en France par leurs subtils montages. Considérons le combat porté par la Commissaire européenne Margrethe Vestager, pour défendre les consommateurs européens qui s'est traduit par une amende de 4,34 milliards d'euros infligée à Google. Considérons la bataille engagée par la France au niveau européen, afin que les impôts soient payés au niveau approprié, pouvant conduire à des recettes de l'ordre de 5 à 8 milliards d'euros. Nous voyons bien qu'un nouveau paradigme doit absolument être mobilisé, afin d'améliorer les recettes financières des États.

Ceci prendra du temps et après cette longue introduction, je vais enfin arriver au document qui nous est proposé, je remercie le service financier. Il rappelle les grands blocs de recettes et de dépenses de fonctionnement sans consolider leur évolution, mais en sous-entendant une évolution globalement linéaire des deux ensembles et un autofinancement évoluant entre 4 et 6 millions d'euros. Par ailleurs, j'ai plaisir à le souligner, la dette est sous contrôle avec en particulier une durée résiduelle moyenne inférieure à 12 ans. Pour notre groupe il nous semble indispensable d'envisager quatre grands ensembles d'orientation pour l'année 2019.

- Premièrement, l'amplification du programme de rénovation urbaine ce qui inclut à nos yeux la mise en œuvre d'un chantier de réflexion et d'élaboration de scénarios sur le secteur de la Dalle. Une lutte renforcée contre l'habitat insalubre et la chasse aux marchands de sommeil. La consolidation de la rénovation des voiries.
- Deuxièmement, la redynamisation de la vie économique locale. Nous avons besoin d'un plan de fond sur la dynamisation du commerce local. De la même façon il est devenu indispensable de procéder un stop or go sur le contrat de concession des marchés dont nous voyons les effets délétères tous les jours de marché.
- Troisièmement, il faut absolument conduire un travail de fond sur l'environnement de la ville par la mise en place d'un plan propreté et la mise en œuvre des moyens nécessaires à son respect. L'élaboration d'un plan des espaces verts à travers la ville et le renforcement des actions de jardins partagés.
- Quatrièmement, assurer la sécurité des biens et des personnes. Un plan caméra pour la sécurité des sites et de la circulation ainsi que le renforcement de la présence des forces municipales sur le terrain.

Ces quatre éléments nous semblent être de nature à rapprocher les habitants de leur ville et de leur municipalité.

Je conclurai cette intervention en mentionnant deux aspects qui me paraissent essentiels. Il est tout d'abord impératif de partager, de faire évoluer et de co-construire le plan pluriannuel d'investissement. Le fil rouge qui devrait guider l'action municipale. Enfin, il me semble dans l'obligation de noter que la majorité municipale, transforme régulièrement l'Union européenne en bouc émissaire, responsable de tous les maux de notre pays. Il serait de bon ton de rappeler que l'Union européenne a financé un centre de projets sur la ville sans que parfois les engagements de la ville ne soient respectés jusqu'au bout. Il est évident qu'elle peut le refaire sur un certain nombre de dossiers. Je vous remercie.

M. Le Maire : Je vous remercie. La parole est à M. Id Elouali.

M. Id Elouali : Je vous remercie Monsieur le Maire, chers collègues. Ce soir nous débattons des orientations du budget pour l'année 2019 dans un contexte international et national où le

climat et l'environnement prennent de plus en plus de place. Parce qu'on assiste à une prise de conscience généralisée c'est tant mieux, mais aussi, parce que les indicateurs sont extrêmement inquiétants sur l'état du monde. Nos échanges s'inscrivent de ce fait en regard de ce que nous connaissons de cet état du monde, rapporté notamment par la Communauté scientifique qui fixe des points de non-retour, et ce, dès l'horizon 2030.

Aussi, la fameuse expression « *réconcilier la fin du mois et la fin du monde* » cache en vérité une réalité de plus en plus tangible. Les souffrances des agriculteurs désarmés face aux sécheresses incessantes, les souffrances des sinistrés des inondations dans l'Aude par exemple, des personnes âgées en proie à la canicule, des déplacés climatiques qui affluent. Toutes ces souffrances n'ont pas attendu la fin du monde pour faire jour, elles sont déjà ici et à l'œuvre. Elles s'abattent surtout sur les plus fragiles parmi nous, n'en déplaise à ceux qui veulent opposer les fins du mois et les fins du monde. L'écologie et la justice sociale, les besoins des générations présentes et ceux des générations à venir. Face à de tels enjeux et parce que les questions climatiques soulignent avec force l'interdépendance du vivant, les écologistes n'ont de cesse de rappeler que les sociétés humaines ne peuvent faire face à un tel défi qu'à condition de faire preuve de solidarité, d'esprit de responsabilité et de volontarisme à tous les échelons de l'action.

En France, et alors que la lutte contre le changement climatique et la fracture sociale implique un nouveau modèle économique et social fondé sur la solidarité, notre Président de la République a démarré son quinquennat par un geste inaugural d'une grande symbolique : la suppression de l'ISF. Cela en dit long sur sa compréhension et son acception de la notion de solidarité. Un an et demi après, le Président de la République récolte les fruits de la colère avec les gilets jaunes qui refusent à juste titre d'être les sacrifiés d'une fiscalité à laquelle il manque cruellement la cohérence et l'équité. Quelle cohérence pouvons-nous voir dans une mesure prétendument écologique et les permis de polluer offerts à Total ? Quelle équité voir dans l'effort à consentir lorsqu'il est exigé des citoyens de payer chèrement leur carburant et qu'en même temps, nous laissons les avions, les cargos, les camions polluer ? Quelle cohérence voir dans une telle mesure lorsque les citoyens sont accablés alors même que les industriels de l'automobile construisent des voitures toujours plus gourmandes en carburant ? Quel sens devons-nous voir dans une telle mesure alors que le gouvernement condamne le fret ferroviaire et ne laisse guère de choix aux petites gens que de prendre leur voiture ?

La vérité, Monsieur le Maire, chers collègues, est que cet art habile en un an et demi de réduire la complexité du monde, ne faire que cacher des paradoxes, des contradictions s'est fracassé sur le récif des inégalités sociales. La question écologique en est le révélateur qui montre combien le mal est profond et combien l'action est timorée. C'est à l'aune de ce contexte international et national que notre groupe aborde ce soir le contexte budgétaire de notre ville pour 2019 et les années à venir. Toutefois, comme je l'ai dit en préambule, pour faire face aux questions et à l'urgence climatique nous devons tous être acteurs, car nous sommes tous responsables de cet état du monde. Chaque acteur de la décision publique doit prendre sa part, engager le territoire et les populations dans les transitions écologiques que le nouveau siècle exige de lui, de nous tous. Partant de ce constat et de ce postulat, que je souhaite partager, les collectivités territoriales doivent jouer un rôle cardinal : celui d'anticiper, d'impulser, d'innover, d'embarquer les populations dans un nouveau modèle de développement. Bien sûr que nous devons continuer d'interpeller l'État, de dénoncer ses mystifications, ses désengagements, à l'exhorter d'aller plus loin, plus vite. Mais cela, Monsieur le Maire, chers collègues, ne doit pas nous dispenser de faire preuve de responsabilité à notre échelle. D'avoir un volontarisme plus affirmé à l'instar de beaucoup de collectivités qui sans attendre la révolution et le grand soir, ont pris part à la marche de l'histoire.

À l'heure où nous débattons du premier budget, il est désormais de notre responsabilité, de notre devoir moral d'intégrer l'urgence climatique dans les choix budgétaires qui vont engager la ville et les populations dans la décennie à venir. Lorsque je parle d'urgence, Monsieur le Maire, je pèse mes mots. L'horizon qui nous sépare de 2030 n'est que de deux mandats, seulement deux mandats chers collègues nous séparent de l'horizon fatidique de 2030 et de la limite posée à 1,5. Pour vous permettre de visualiser encore plus l'urgence de cette situation dites-vous bien que les 4000 enfants que nos écoles accueillent chaque année auront moins de 20 ans en 2030. La question ce soir qui devrait trouver une réponse dans nos choix budgétaires c'est quelle ville allons-nous leur laisser, façonnée en partie par ces choix. Maintenant que notre population à Choisy-le-Roi vit des étés de plus en plus caniculaires, des inondations de plus en plus récurrentes, qu'elle souffre de pollutions diverses, maintenant que notre population aspire à une qualité de vie et au vivre mieux ensemble, nous ne pouvons plus faire comme nous avons l'habitude de faire en matière de stratégie budgétaire. D'autres besoins et attentes font jour d'une manière accrue, il faut les anticiper sans quoi nous risquons de les subir. Partant de ce devoir de responsabilité, notre budget doit être la traduction d'une vision politique qui intègre la transition écologique, qui trace une trajectoire locale de lutte contre les effets climatiques et qui élabore une stratégie budgétaire en conséquence.

Au regard d'une telle perspective, les actions écologiques menées d'une manière plus ou moins isolée diffusées çà et là dans nos politiques locales continuent d'être utiles et nécessaires, mais, hélas, elles ne suffisent pas. Elles sont nécessaires pour continuer à sensibiliser et en cela il faudrait les démultiplier dans le cadre de notre agenda 21. Toutefois, pour que notre ville change réellement d'échelle il faudrait désormais amorcer un nouveau virage, intégrer davantage le paradigme écologique dans toutes nos politiques publiques. Faire preuve de volontarisme c'est par exemple décider d'une trajectoire locale de réduction des émissions à effet de serre dont nous sommes responsables et de les inscrire d'une manière contraignante dans nos propres outils de pilotage à commencer par les documents d'urbanisme et notre PLU. Faire preuve de volontarisme, c'est se fixer un cadre urbain propice aux mobilités alternatives, c'est plaider pour une politique intégrée dépassant le seul domaine des transports pour embrasser toutes les actions disponibles : l'urbanisme, l'aménagement, la voirie, la commande publique jusqu'à mobiliser les pouvoirs de police pour protéger notre environnement et préserver les réalisations écologiques sur notre ville.

En parallèle de ces actions d'atténuation des effets climatiques, nous devons préparer et adapter notre ville aux changements climatiques qui sont déjà à l'œuvre. Notre manière de faire la ville doit être revue pour offrir une ville résiliente qui fait avec les changements tout en contribuant à les atténuer et à les contenir. Enfin, la vision écologiste que nous vous proposons ne doit surtout pas être l'apanage des politiques et encore moins celui des technocrates, mais le fruit d'une co-création avec les habitants, les associations et les acteurs économiques de notre ville. Nous avons besoin, Monsieur le Maire, chers collègues, d'imaginer ensemble une autre société, de proposer une autre représentation du monde, qui suscite l'enthousiasme et embarque les citoyens.

Dans ce processus de mobilisation citoyenne, nous devons jouer le rôle d'un acteur qui transforme les représentations préalables à la transformation des comportements et des pratiques. En cela, l'éducation et la culture doivent être sanctuarisées dans nos choix budgétaires, car elles sont le terreau qui alimente les consciences et le ciment qui soude les imaginaires. Notre ville n'a pas la main sur toutes les compétences, certaines sont à la charge d'autres strates administratives et institutionnelles. Je pense notamment à la Métropole et au T12. Mais un tel découpage des responsabilités ne doit surtout pas nous empêcher d'agir, bien au contraire, notre ville doit jouer un rôle de fer de lance, de premier de cordée, des transitions écologiques et sociales.

Monsieur le Maire, chers collègues, je suis bien conscient de vous avoir amené un peu loin, mais finalement, conjuguer le temps long et le temps court n'est-il pas le devoir d'un élu et l'ultime objectif d'une stratégie budgétaire ? Je vous remercie.

M. le Maire : Je vous remercie. La parole est à M. Diguët.

M. DIGUËT : Mesdames, Messieurs, chers collègues. Je ne vous surprendrais pas en vous disant que notre groupe partage en tous points les orientations et les objectifs développés par M. le Maire dans son intervention. Pour ce qui nous concerne, nous sommes profondément inquiets de la tournure que prend le mandat électoral de notre Président de la République. Nous sommes inquiets, car vous, comme nous, nous entendons dire que le pays va mal, que le monde va mal, et que si personne ne fait rien pour arrêter cette escalade, nous allons droit dans le mur. C'est ce que nous répète à l'envie M. Macron qui, ne l'oublions pas, est toujours en disponibilité de son poste de fondé de pouvoir auprès de la banque Rothschild et dans le domaine de la finance.

Les bénéfices des entreprises du CAC 40 ont augmenté de 60 % depuis 2008 pour atteindre 94 milliards d'euros en 2017. Sachant que 70 % de ces bénéfices ont été distribués aux actionnaires et que seulement 5 % l'ont été au salariat, cela ne m'étonne pas que ça aille mal. Pourtant, la France a connu la plus forte augmentation du nombre de milliardaires dans l'ensemble de la zone Europe en 2017. Les 10 % de nos compatriotes les plus riches détiennent plus de 50 % des richesses de notre pays. Cela ne m'étonne toujours pas que ce ça aille mal. Tout va mal d'ailleurs et c'est la raison pour laquelle le gouvernement a été obligé de supprimer l'ISF sachant que le patrimoine net taxable des 358 198 citoyens français redevables de cet impôt s'élevait à 1028 milliards d'euros en 2017, en légère augmentation par rapport à 2016, mais en dessous de l'inflation et là, ça va vraiment mal. Vous savez pourtant que chaque jour, à travers le monde, 4700 milliards d'euros font l'objet de transactions financières. Sur ces 4700 milliards d'euros, seul 1,3 % de cette somme a un lien direct avec la production et l'échange de biens et de services donc, issus du monde du travail cela représente 55 milliards d'euros, le reste, je vous laisse faire la différence, c'est de la plus-value financière générant au bas mot entre 30 et 35 milliards de profits tous les jours. Tout va mal, pourtant, le montant des richesses cachées dans les paradis fiscaux est estimé aujourd'hui à 30 000 milliards d'euros. Cette colossale fortune est pour la moitié la propriété de 91 000 personnes à travers le monde. Elles représentent 0,001 % de la population mondiale. L'autre moitié serait détenue par 8,4 millions de personnes soit 0,14 % de la population mondiale. Ces gens-là ne seraient responsables de rien, ils seraient donc intouchables. Dans le même temps, 1,5 milliard de personnes à travers le monde vivent avec moins de 4,50 euros par jour et en 2017, 54 millions d'enfants de moins de 10 ans dans le monde sont morts de faim ou de ses conséquences immédiates. Dans le monde en 2019, des enfants meurent des conséquences de la fin toutes les 5 secondes. Ces chiffres émanent d'un rapport de l'organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Plus près de nous, moins dramatique, dans notre pays, 5 millions de nos compatriotes vivent avec moins de 855 euros par mois. 10 % des jeunes de moins de 18 ans vivent sous le seuil de pauvreté et 30 000 enfants vivent avec des parents qui sont SDF. J'arrête là ma litanie pour ne pas plomber l'ambiance. Sincèrement, lorsque nous connaissons ces chiffres, ces inégalités criantes partout dans le monde, eh bien, en France, comment pouvons-nous accepter que l'État laisse entendre que la progression de l'aide publique qui nous oblige à des sacrifices, est une dépense excessive et incontrôlée des dépenses des collectivités locales et territoriales. La dette pourrait être résorbée de près de 60 % si les gouvernements successifs ne s'étaient pas privés des recettes en exonérant les ménages aisés et les grandes entreprises de plus de 500 milliards d'euros par an et si les gouvernements successifs avaient recouru à ces financements directement auprès de la Banque de France sans passer par les marchés financiers. Ce sont plus de 500 milliards d'économies

supplémentaires qui auraient diminué le poids de la dette. Pour compenser cette dette, l'État préfère diminuer les dotations aux collectivités. Ce sont ainsi 10 milliards en moins dans les finances communales soit 25 % de la valeur atteinte de la DGF en 2014. Chacun mesurera ici les conséquences de ces baisses de dotations dans la vie de nos concitoyens. De l'argent pourtant nos pays n'en manquent pas. Le montant des évasions fiscales génère un manque à gagner de 80 milliards par an. Je vous rappelle que le budget de notre pays avoisine les 300 milliards d'euros et que le déficit budgétaire constaté en 2017 s'est élevé à 73 milliards donc sans évasions fiscales, pas de déficit, pas de dette.

Une idée vient d'être émise par le groupe communiste à l'Assemblée nationale. Ce dernier va déposer une proposition de loi visant à prélever à la source les bénéfices des multinationales, afin qu'elles n'échappent pas au fisc en France. Nous savons faire le prélèvement à la source pour chacun de nos contribuables, cela va être mis en place à la fin du premier trimestre prochain. Pourquoi ne taxerions-nous pas les multinationales présentes en France à partir de leur CA, que nous pouvons connaître à partir de la TVA qu'elles payent, en leur appliquant le taux d'imposition d'une PME normale. Je rappelle que l'impôt sur les sociétés en France est de 33,3 %, mais les plus grandes entreprises ne sont jamais taxées à ce niveau, c'est entre 13 et 14 % et de 8 à 9 % pour les entreprises du CAC 40. Rassurez-vous, cette loi a peu de chances d'aboutir, car il ne se trouvera ni un élu républicain ni un élu de la république en marche pour la voter. Pourtant, elle aurait le mérite de limiter ces évasions fiscales et ainsi de dégager des moyens pour nos communes.

Nos communes, premier bastion de résistance, qui sont aujourd'hui la cible privilégiée du système financier qui nous gouverne. Ces communes les agacent au plus haut point. Le périmètre tendu des services publics, la sécurité d'emploi des fonctionnaires, la légitimité encore importante des élus locaux et la capacité de certaines collectivités, dont les nôtres, à incarner un projet d'inférence du modèle qui voudrait nous être imposé sont autant d'obstacles à la progression du tous marchés. Obstacle qu'il est urgent pour eux de supprimer c'est pourquoi les gouvernements successifs détruisent depuis de nombreuses années ces biens communs en les attaquant sur trois fronts principaux :

- sur le plan financier, les collectivités locales font l'objet de fortes réductions de leurs moyens à travers les baisses des dotations ;
- la suppression de toute autonomie fiscale. Hier, la taxe professionnelle, aujourd'hui, la taxe d'habitation ;
- et désormais l'imposition de contrats pour encadrer leurs budgets que notre maire, avec le soutien de sa majorité, a refusé de signer. C'est tout à son honneur.

Sur le plan général, l'idée diffusée est celle du poids insoutenable de la dépense publique avec trop d'agents et du nombre trop élevé d'élus dans les institutions locales. Sur le plan institutionnel, enfin, les réformes territoriales s'enchaînent depuis 2010, afin de promouvoir des institutions toujours plus éloignées des citoyens : fusion de communes et de régions, menace à répétition sur les départements, création de Métropoles et d'intercommunalités forcées. Nous assistons à une véritable recentralisation des pouvoirs qui aboutit à une technocratisation des institutions. Ces offensives combinées conduisent à un effacement progressif des marqueurs distinctifs des politiques locales et à une diminution de notre capacité à répondre aux besoins de nos habitants entraînant un doute dans l'esprit des citoyens sur l'utilité même de ces collectivités. C'est ce que semblent dire les Français de plus en plus nombreux à s'abstenir aux élections municipales. 21 % d'abstentions en 1983, 32 % en 2001 et 38 % en 2014 (jusqu'à 60 % d'abstentions dans les quartiers populaires). Ce sont des chiffres à méditer et je vous renvoie aux 18 % de participation à la législative partielle avec une forte poussée du rassemblement national au premier tour.

Comme chaque année, le débat d'orientation budgétaire a le mérite de remettre la politique avec un grand P au cœur du débat, pas seulement entre nous élus, mais aussi avec la population, et de mettre ainsi en avant que nos ambitions budgétaires sont contraintes par les politiques d'austérité imposées au niveau national bien que les besoins et la demande des services publics explosent partout dans la société.

En termes de propreté, d'éducation et de culture, afin de conserver une bonne santé financière nous allons maintenir la stabilité des charges de fonctionnement. L'augmentation prévue sera limitée à 1 % pour l'an prochain. Concernant les tarifs des activités et structures municipales, là aussi, nous allons limiter comme l'an dernier, afin de suivre l'inflation. Tous les usagers, y compris les bénéficiaires du quotient familial, pourront continuer à accéder aux services publics sans payer le prix fort ce qui, pour nous, est important.

Dans ces orientations budgétaires transparaissent ainsi nos priorités, nous conservons des marges de manœuvre, afin de pouvoir assurer les rénovations d'écoles. En fonctionnement, nous poursuivons l'effort entrepris l'an dernier sur la gestion d'espace public, propreté, tranquillité, aménagement. Tous ces efforts que nous faisons afin de ne pas alourdir les charges fiscales des ménages permettent-ils de répondre de façon efficace à l'urgence sociale ? Nous nous évertuons à préserver les acquis, mais force est de constater que cela n'est plus suffisant et qu'il est urgent de pouvoir faire plus pour un plus grand nombre, pour plus de justice, pour une meilleure répartition des richesses. C'est ce que semblent vouloir dire les gilets jaunes aujourd'hui, comme le disait également le monde paysan en 1789 en interpellant le roi dans les cahiers de doléances. Ils disaient « *nous payons l'impôt et ce qui nous fait de la peine, c'est que ceux qui ont le plus d'argent payent le moins* ». Enfin, ils posaient cette question « *est-ce que chacun ne doit pas payer selon ses possibilités ?* » Nous savons tous ici comment l'histoire s'est terminée. Je vous remercie.

M. le Maire : Je vous remercie monsieur Diguët. Il faut avoir confiance en la force de persuasion de vos députés à l'Assemblée, Monsieur Diguët. Monsieur Panetta.

M. Panetta : Monsieur le Maire, chers collègues.

Ce rendez-vous annuel aujourd'hui se tient dans un contexte très particulier. Nous ne pouvons pas faire abstraction de ce que la France vit depuis une semaine. Lorsque j'entends certaines analyses, je pourrais me réjouir d'entendre de grands spécialistes, n'y voyez aucune prétention de ma part, dire ce que je répète ici et ailleurs depuis 20 ans, depuis que je m'intéresse à la politique. Je ne suis pas économiste, je n'ai pas les diplômes de ces gens-là, mais j'aime la vie, je participe à l'existence et je me rends compte de tout ce que les gens veulent nous faire croire, comme M. Diguët et sa démonstration simpliste avec toujours les mêmes idées, ISF, etc., toujours avec cette volonté d'opposer les uns aux autres. Pourtant, il ne suffisait pas d'être très intelligent pour voir que cette société d'ultra consommation ne menait nulle part. Il y a bien longtemps que je ne comprends pas pourquoi il fallait toujours acheter un meuble et le jeter, des machines jetables, c'est une société jetable. Mais le plus grave, c'est qu'avec le temps des personnes humaines sont devenues jetables provoquant de fait la « révolution », car c'est une petite révolution, mais pas dans le sens que vous l'entendez. C'est une révolution internet et c'est ce qui a mis autant de personnes dans la rue. Cet internet que je déteste, qui pour moi est une calamité pour l'humanité, est responsable de bien des maux et lorsque je vois la façon dont les gilets jaunes sont manipulés et la façon dont ils présentent leurs revendications, j'ai énormément de peine pour eux et en même temps, ils me font peur. Pourquoi me font-ils peur ? Parce qu'ils refusent, alors même qu'ils font de la politique, puisqu'ils descendent dans la rue, qu'ils s'opposent très justement sur certains points, mais pas sur tous, une certaine forme de régence. Nous sommes dans un pays de royauté qui vient de loin et certaines habitudes ne se perdent pas. Pourtant, eux-mêmes refusent absolument, sous prétexte de ne pas être

récupérés, de dire clairement les choses. C'est cela qui me fait peur et c'est internet qui mène à cette situation mettant à mal les fondements de notre démocratie et de la république.

Pour ces personnes qui sont dans la rue, la majorité n'est pas au chômage. La majorité n'est pas salariée, ce sont pour beaucoup les forces vives. Lorsque j'entends votre nouveau secrétaire dire qu'il soutient les gilets jaunes, vous oubliez, Monsieur Diguët, que vous avez largement participé avec vos politiques et le soutien des différents gouvernements au matraquage fiscal qui est la vraie cause de leur exaspération. L'augmentation de l'essence a été la goutte d'eau. Lorsque j'ai dit, ici même, lorsque j'ai dit au territoire, que je pensais que la population ne pouvait plus supporter ne serait-ce qu'un euro d'augmentation de taxe ou d'impôt vous m'avez ri au nez. Lorsqu'au territoire j'ai expliqué qu'augmenter la CVAE pour des petits commerçants était insoutenable et que le président du territoire me répond que cela ne représentait que 20 euros par an, vous avez la réponse dans la rue. Que se disent-ils ces gens ? Bien sûr ils parlent des cinq euros de suppression de la taxe d'habitation que M. Macron leur a imposée, mais qui s'ajoutent aux 20 euros, qui s'ajoutent aux 10 euros, qui s'ajoute à la modification des tranches, etc. Alors je pense qu'il faut que tous ensemble nous retrouvions la raison.

La conjoncture internationale ne vous a pas échappé. Nous pouvons reprocher bien des choses à M. Macron, je ne pense pas qu'il maîtrise les gens. Il est maladroit, mais je ne pense pas qu'il veuille du mal à ses concitoyens. Je lui reconnais une qualité, celle de s'opposer à M. Poutine, de s'opposer à M. Trump. Avec ce qui se passe en France, savez-vous où sont les chars de M. Poutine qu'il avait maintenu en retrait ? Ils sont sur la frontière ukrainienne. Oui, c'est grave, oui ça va mal, oui il a raison, oui ce monde devient fou et en mai 2019, si les populistes l'emportent aux élections, ce n'est pas sur la ligne qu'ils resteront les chars de M. Poutine, ils entreront. Voilà pourquoi tout ce qui se passe me fait peur au-delà des problèmes réels que vivent ces personnes.

Pour ces personnes, j'aimerais aussi que nous analysions la situation, que nous arrêtions de nous en tenir à des effets : je gagne 1200 euros par mois, j'ai deux enfants, etc. Je suis le premier à les soutenir, bien sûr que des gens sont assez mal payés. Mais ils devraient ajouter que lorsque nous avons 1200 euros par mois, célibataire, et deux enfants, nous avons aussi des aides. Il faut le dire. Ce qu'il faut dire aussi c'est que la France est le pays qui taxe le plus au monde, à une exception près, mais c'est aussi le pays qui aide le plus au monde. Savez-vous que dans toutes les dépenses sociales de tous les pays du monde réunis, la part de la France représente 15 % ? Cela est réel, c'est immense. Dans quel pays allons-nous payer, le Val-de-Marne en fait partie, des hôtels et des chambres pour accueillir les gens et qu'ils ne soient pas dans la rue. Nous pouvons les compter sur les doigts de la main, je ne sais pas s'il y en a réellement, s'il y a une telle politique sociale. Qu'il reste des malheureux, j'en suis conscient, mais la France mérite-t-elle ce qui se passe, mérite-t-elle ce mépris affiché envers les politiques même si tous méritaient d'être derrière les barreaux ? Cela mérite-t-il que nous mettions à terre tout ce que nos anciens ont construit au péril de leurs vies, en y laissant leurs vies.

Si je me permets de dire cela ce soir, en nous éloignant de l'objet de l'orientation budgétaire, c'est pour répondre à ce que j'ai entendu et qu'ensemble nous fassions changer les choses. Les choses sont simples et je vous l'ai dit, je rejoins certaines idées, mais ce n'est pas aussi simple. Arrêtez avec l'ISF, vous savez très bien que l'ISF ne taxait pas les riches. L'ISF taxait les gens qui avaient hérité d'un terrain ou qui possédaient deux ou trois maisons. Nous en sommes arrivés maintenant au point que quelqu'un qui possède une petite propriété c'est un riche. Nous sommes toujours le pauvre ou le riche de quelqu'un. Le problème n'est pas là et les gens qui sont dans la rue aujourd'hui sont déboussolés par le parti que prend notre société. Si M. Macron veut arrêter cela même s'ils ne le disent pas tous ouvertement c'est très simple. Ce sont les choses pour lesquelles je milite depuis longtemps. Oui, il faut un

partage des richesses sans oublier la liberté d'entreprendre. Monsieur Id Elouali, le mot liberté ne vous plaît pas. J'ai vu comment vous avez hoché la tête. La liberté d'entreprendre et la liberté tout court ce sont nos valeurs. Nous ne dérogerons jamais. Ce qui est en danger aujourd'hui, ce sont nos valeurs menacées par des manipulateurs qui exploitent le désespoir de ces gens qui sont dans la rue aujourd'hui. Dont un, que nous n'entendons pas beaucoup, M. Mélenchon, cette personne extrêmement dangereuse : « *il faut tout casser* ». Eh bien oui, ils l'ont pris au mot, ils cassent tout aujourd'hui. Ils devraient se demander pourquoi lors de la dernière élection, et vous aussi, pourquoi lorsque vous aviez un boulevard devant vous, devant un tel mécontentement, même si ce n'était qu'une élection législative partielle, mais pourquoi la France insoumise n'a pas été élue, pourquoi le PC n'a pas été élu ? Y compris mon parti. Parce que les torts sont partagés, les gens attendent autre chose, des idées et les idées elles sont très simples. Il faut rétablir le CDI, il faut rétablir l'industrialisation sur notre pays à laquelle nous avons renoncé. Ce n'est pas si difficile à faire. Il faut baisser les impôts et je serais pour une augmentation sur l'impôt sur les sociétés, taxer un résultat, car lorsque nous avons un résultat nous sommes contents de payer les impôts. Il faut baisser les charges, non pas pour faire plaisir aux entreprises. En contrepartie du CDI, baisser les charges.

Il me reste deux minutes pour parler. Je reviens sur Choisy-le-Roi, mais comme l'a dit M. Id Elouali, qui défend sa cause, l'écologie, que je partage. Il a raison, nous ne devons pas être opposés là-dessus. Cela à une corrélation sur la vie des Choisyens et des Choisyennes. Quelque chose qui devrait nous révolter en tant qu'élus, c'est la loi NOTRe. Qu'attendons-nous pour faire grève et ne plus être dans ces territoires plutôt que de dire que nous voulons démissionner, car nous n'avons pas assez d'argent. Supprimez la loi NOTRe, battez-vous, je n'en ai pas le pouvoir, je ne suis pas dans la majorité. Vous, vous êtes maire et tous les maires réunis, je n'ai entendu personne qui réclamait la suppression de la loi NOTRe. Faites-vous entendre, mettez aussi un gilet jaune contre la loi NOTRe.

Je n'ai plus beaucoup de temps pour le DOB, mais vous connaissez nos opinions. Je ne suis pas contre l'encadrement des dépenses de fonctionnement. Pourquoi une commune ou un territoire serait le seul qui n'aurait pas de comptes à rendre ? Bien sûr qu'il faut encadrer, qu'il faut faire attention, parce qu'il y a des communes qui font n'importe quoi quant à l'organisation structurelle, qui aura aussi des conséquences sur notre budget. C'est pourquoi il faut la suppression de la loi NOTRe, parce que je suis pour la fusion des communes, c'est la seule chose valable. La fusion des communes avec des régions fortes. Pour revenir à la suppression de la taxe d'habitation, le même « cirque » a été fait pour la taxe professionnelle et vous savez très bien qu'elle a été compensée, que Choisy-le-Roi s'en est très bien tiré. La taxe d'habitation sera compensée comme vous disiez que les subventions aux intercommunalités seraient supprimées. Le gouvernement a été bien obligé de les maintenir pour 2019, parce que, sinon tout s'effondrerait. Je pense qu'aucun gouvernement, celui-ci ou à venir, ne souhaitera que les collectivités s'effondrent. Ce n'est pas cela qui me fait peur, je vous remercie.

M. le Maire : Merci M. Diguët. Mme Baron.

M^{me} BARON : Dans le contexte où les gilets jaunes appellent l'exécutif à changer de discours, à reconnaître la souffrance de nos compatriotes plutôt que de la nier, la France entre-t-elle dans l'aire de la censure institutionnalisée ? Les maires de toutes tendances se sont mobilisés contre l'asphyxie financière des communes qui entraîne la baisse des moyens des communes avec des conséquences de dégradation des services publics. Cette année, il est impacté par la mainmise de l'État sur l'autonomie fiscale d'une contractualisation budgétaire récente qui nous impose, dans la mesure où la majorité municipale n'a pas souhaité signer le pacte financier, de ne pas augmenter de plus de 1,2 % les dépenses

réelles de fonctionnement par an par rapport à l'année dernière et pour les trois prochaines années sous peine de sanctions.

Par ailleurs, nous sommes dans l'incertitude. Y aura-t-il une compensation due à la baisse de la taxe d'habitation qui se poursuit, quelle sera son importance ? Tout cela n'est pas encore défini. Ce budget est élaboré dans un cadre contraint. Concernant les engagements envisagés dans le budget, il est à noter une incertitude concernant l'engagement à la ZAC du Port au cas où les prévisions de cession de charges foncières pour cette opération ne se réaliseraient pas, le budget communal pourrait alors être mis à contribution.

Dans la projection financière, les dépenses d'investissement poursuivent leur hausse d'environ 1,5 % par an alors que les recettes d'investissement ne seraient en hausse que de 1 %, prenant en compte l'accroissement des effectifs scolaires et des crèches ainsi que l'impact économique résultant de la gestion publique de la restauration municipale. Autant dire que dans ce contexte la municipalité devrait fournir des efforts quant à cette projection financière qui porte l'autofinancement prévisionnel en décroissance.

Par ailleurs, dans le cadre d'opérations structurantes prévues à compter de 2020, se profile une inquiétude sur l'écart important de la projection financière des dépenses d'investissement, perspective mettant en danger l'autofinancement. L'encours de la dette grimpe à 5,2 % sachant qu'un tiers de la dette a des taux variables, ce qui augmente le risque lorsque nous savons que les taux restent historiquement bas. Il est important de réexaminer cette orientation risquée qui demande une attention particulière en limitant les dépenses. La municipalité doit faire des efforts en matière de masse salariale qui augmenterait le chiffre de 2018, arrêté au mois d'octobre de cette même année. Il faut abaisser cette dette de 5,2 %. Une maîtrise des budgets est recommandée et les habitants devraient pouvoir donner leur opinion sur la réalité des budgets, nous, les contribuables qui sommes impactés par la fiscalité qui monte encore avec l'évolution des bases fiscales pour le foncier. D'autant que le cadre de vie est dégradé, il n'est plus supportable.

M. le Maire : je vous remercie Madame Baron. Ici s'achève le tour des interventions. Je vous remercie les uns les autres pour vos apports.

Ceci étant, je ne vais pas faire beaucoup de remarques, puisqu'il est tard et que nous avons d'autres sujets à aborder. Je vous proposerai d'accélérer sur les sujets suivants. Je pense qu'une chose est importante, c'est la dialectique qui n'est pas d'être dans une analyse simpliste, mais c'est bien au contraire travailler la complexité, comprendra qui pourra. De plus, je pense que nous ne pouvons pas gérer la France comme une start-up. Nous voyons bien le nombre de start-up qui s'écroulent. Je dis attention d'autant plus que cela s'écroule fortement parce qu'aujourd'hui 19 % de gens suivent avec intérêt l'action développée par le président Macron. 19 % c'est un peu moins que ce qu'il a pu avoir au premier tour ce qui veut dire qu'il retrouve fortement son électorat. Tout à l'heure je proposais que M^{me} Baron puisse être l'attachée de presse de la Compagnie la Rumeur, mais, je crois, M. Panetta peut devenir l'attaché de presse de l'Élysée à travers ce qu'il vient de développer.

Pour ma part, je crois fortement à la liberté, liberté d'expression, d'entreprendre, si elle s'inscrit dans une démarche d'équité, d'égalité et de justice sociale. Tout du moins c'est ce que relèvent les orientations que nous voulons pour cette ville et je pense que nous n'avons pas à en rougir, bien au contraire, nous sommes dans la vérité et nous ne gérons pas cette ville comme une start-up. Je vous remercie. Nous allons voter le principe que nous avons bien eu débat d'orientation budgétaire de fait je vais vous demander qui s'abstient et qui vote contre.

La délibération n°9 est adoptée à la majorité (2 contres).

→ 10. Subvention d'équilibre au budget annexe des parkings 2018

M. le Maire : La parole est à Monsieur Tisler.

M. Tisler : Après ce débat d'orientation de politique générale, je précise que cette subvention d'équilibre figure au budget primitif. Nous l'avons votée exactement pour le même montant. Ce n'est donc pas une subvention supplémentaire et je pense qu'il est important de le rappeler.

La délibération n°10 est adoptée à l'unanimité.

→ 11. Approbation du rapport 2018 de la Commission Locale d'Évaluation des charges transférées (CLECT) instituée entre la Métropole du Grand Paris et ses communes membres

M. Tisler : À votre demande, Monsieur le Maire, rappelons qu'une commission locale d'évaluation des charges transférées sert au sein d'une intercommunalité à évaluer pour chaque compétence transférée à cette intercommunalité tous les coûts de ce transfert, afin de les inscrire dans les flux financiers existant entre l'intercommunalité d'une part et les communes qui la composent d'autre part. Une CLECT se doit également de fixer les méthodes d'évaluation de l'ensemble de ces coûts, elle doit arriver sur ce point à un consensus le plus large possible pour qu'aucune commune ne puisse estimer qu'elle est lésée par ces calculs. La CLECT s'assure ensuite de la conformité entre les méthodes d'évaluation des coûts et des conséquences budgétaires qui en découlent pour chaque commune. Choisy-le-Roi participe à deux CLECT, celle du territoire Grand Orly Seine Bièvre et celle de la Métropole du Grand Paris.

Ce qui nous intéresse ce soir, c'est la participation de notre ville à la CLECT de la MGP. Elle a pour mission d'évaluer les charges transférées par les communes vers la MGP, et ce, afin que ces charges soient déduites des attributions de compensation (AC), versées annuellement par la MGP aux communes qui les composent. Je vous rappelle que le montant des dernières AC pour Choisy-le-Roi se monte à 13 518 428 euros. Nous ne parlons pas de sommes négligeables. Entre 2017 et 2018, les AC n'avaient pas été modifiées puisque la MGP n'avait pas eu l'occasion de travailler pleinement aux transferts de compétences. Je vais rappeler que quatre compétences obligatoires doivent être transférées de manière progressive à la MGP, de 2016 à 2018 :

- l'aménagement de l'espace métropolitain ;
- la protection et la mise en valeur de l'environnement ainsi que la politique du cadre de vie ;
- le développement et l'aménagement économique social et culturel ;
- la politique locale de l'habitat.

Dans ces quatre domaines de compétence, je terminerai en rappelant que la Métropole du Grand Paris doit définir l'intérêt métropolitain de chacune de ces compétences. Ce qui permet de distinguer dans une compétence les actions qui, de par leur étendue, leur contenu, leur objet stratégique, leur dimension financière et leur rayonnement, doivent être prises en charge par la Métropole ou conservées par les communes ou les territoires. La CLECT de la MGP se réunit depuis le 16 décembre 2016. En 2016, elle a constaté qu'aucun transfert de charge ne s'était opéré de la part des communes vers la MGP donc l'évaluation des charges transférées se montait à zéro euro. En 2017, le travail de la CLECT et des

services de la MGP s'est focalisé sur les compétences que la MGP devait exercer pleinement à compter du 1^{er} janvier 2018. Un recueil de données financières sur la compétence environnement permettant de relever que plusieurs communes n'exerçaient pas d'actions relevant de cette compétence et que les EPT étaient principalement en charge de tout ou partie de la compétence environnement. Ce travail de recueil des données portait sur les politiques de lutte contre les nuisances sonores à travers les plans de prévention du bruit dans l'environnement et les cartes stratégiques du bruit. Choisy-le-Roi est impacté.

Les politiques de lutte contre la pollution de l'air, les politiques de maîtrise de la demande d'énergie, les politiques de valorisation du patrimoine naturel et paysager, la GEMAPI. Fin 2017 chaque commune a reçu une fiche de synthèse sur leurs données financières pour chacun des items que je viens d'énumérer, afin de fiabiliser ces données. Nous voyons que l'essentiel de ces recherches porte sur des compétences environnementales majeures et très importantes pour la vie quotidienne de nos concitoyens. En 2018, il a fallu traiter l'ensemble des données recueillies en 2017 bien que toutes les communes et tous les EPT n'aient pas répondu à cette demande de transmission de leurs données financières sur les items cités, c'est un premier problème. Néanmoins, les données recueillies ont permis de mieux cerner quelles sont les charges directes ainsi que les charges indirectes initiées par l'exercice de ces diverses politiques environnementales par les communes aussi bien pour les dépenses de fonctionnement que pour les dépenses d'investissement. À partir de cette vision synthétique de l'ensemble de ces charges, une méthode de chiffrage pour chacune d'entre elles a été élaborée permettant l'application de cette méthode de chiffrage à l'ensemble des communes, qu'elles aient transmis ou non leurs données. Il a fallu élaborer des calculs forfaitaires pour celles qui n'avaient pas transmis.

Cette année 2018 qui fait l'objet du rapport a été une année d'échanges perpétuels entre les communes et les EPT d'une part et la MGP d'autre part, ponctués par des réunions de la CLECT de la MGP qui examinait des rapports d'étapes montrant les progrès de la collecte de données et dégageant peu à peu les modalités de chiffrage de l'ensemble de ces politiques.

Vous comprendrez qu'il me serait ici assez difficile de rester synthétique tout en entrant dans le détail de ces échanges, mais par contre il faut que j'entre dans le détail des faits suivants et vous verrez que tout ne s'est pas résumé à des calculs très compliqués et que les élus ont pleinement joué leur rôle dans une phase très politique. Suite au travail décrit précédemment, un premier projet de rapport définitif d'évaluation des charges transférées a été présenté à la CLECT de la MGP le 26 juin 2018, réunion qui s'est tenue hors quorum. Nous ne pouvions pas voter ce rapport ce jour-là du fait du hors quorum. Ce jour-là, le projet de rapport a été très fortement contesté y compris par le président de notre territoire, et ce, conjointement au président de la CLECT du T12 et de la MGP. Le 26 juin un premier échange de vues sur ce projet de rapport a eu lieu au sein de la CLECT parmi les membres présents. Cet échange a montré qu'une majorité conséquente des présents faisait état des mêmes craintes, toutes sensibilités politiques confondues, sur les modalités de chiffrage qui étaient proposées et spécialement sur les charges indirectes. De plus, des craintes étaient partagées sur l'équilibre financier global de la MGP. La principale crainte peut ainsi être résumée : la MGP doit avoir les moyens d'exercer ses compétences sur l'ensemble de son territoire, or, l'analyse faite sur la base des remontées financières des communes semblait montrer que le montant global des transferts de charges des communes vers la MGP ne suffirait pas à financer toutes ces politiques sur l'ensemble de son territoire. Nous voyons là un fait majeur remettant en question l'équilibre global de la MGP. Cette première forte réserve ainsi formulée voulait dire que les élus, toutes tendances politiques confondues, estimaient que la MGP n'aurait pas les moyens financiers de prendre en charge les premières compétences lui étant dévolues dès le 1^{er} janvier 2019. D'autres craintes portaient aussi sur le constat évident d'un exercice très inégal des politiques environnementales sur le

territoire de la MGP parmi les 131 communes. Il y avait aussi le sentiment que le travail réalisé sur la compétence GEMAPI ne prenait pas assez en compte la diversité des multiples acteurs et que la répartition de leur rôle futur aux côtés de la MGP n'était pas encore assez précisée. Je rappelle encore l'importance environnementale majeure de la GEMAPI, nous ne sommes pas sur quelque chose d'anodin.

La CLECT s'est à nouveau réunie le 2 juillet 2018 et cette fois-ci ces règles de fonctionnement lui permettaient de voter hors quorum. Le rapport n'a pas été adopté. Un vœu à l'intention du préfet de région a été immédiatement voté, afin qu'il ne se substitue pas à la CLECT pour imposer autoritairement une valorisation des charges. En effet, la loi le lui permet dans le cas où le rapport de la CLECT n'est pas voté. À mon sens, le malaise est plus profond que le simple équilibre financier des compétences de la MGP travaillé en 2017 et en 2018. Ce n'est qu'un début dans le travail, toutes les autres compétences n'ont pas encore été travaillées. Cela reflétait une crainte de voir l'ensemble de l'équilibre financier de la MGP définitivement compromis et l'ensemble de la prise en charge de ses compétences à devenir impossible dans le calendrier légal qui lui est imposé. Tout cela dans un contexte flou et très mouvant quant au devenir des compétences des autres collectivités territoriales franciliennes. Je vous rappelle le débat sur le devenir des départements de la petite couronne, sur la région qui veut devenir MGP, etc.

Durant l'été des discussions approfondies ont eu lieu entre le préfet de région et le président de la CLECT de la MGP. Le préfet de région s'est montré à l'écoute des préoccupations des élus. Il a compris les difficultés techniques d'évaluation équitable des charges transférées tout en réaffirmant sa préférence envers un accord des élus au sein de la CLECT et de la MGP. Il a néanmoins été très clair sur son intervention en cas de défaut du vote du rapport. Son intervention viserait bien à imposer une valorisation calculée par les services de l'État sans avoir l'obligation de tenir des travaux préparatoires au rapport de la MGP. Durant la période estivale, dans ce contexte, les services de la MGP ont continué à affiner le rapport surtout sur le GEMAPI, sur les modalités de chiffrage des charges directes et indirectes ainsi que sur le pourcentage forfaitaire appliqué aux communes n'ayant pas fait remonter leurs données financières (il est de 2,9 %). La CLECT s'est réunie à nouveau le 3 octobre dernier pour examiner ces rapports et surtout ces évolutions. Cette réunion a permis un consensus sur l'analyse du rapport. Dans son évolution, les principales réserves émises ont été prises en compte. La réunion salue la revalorisation opérée par la ville de Paris quant au montant de sa contribution financière qu'elle a sensiblement relevée. Le montant forfaitaire proposé devant s'appliquer aux communes n'ayant pas fait remonter leurs données est de 2,9 %, il est entériné par la CLECT.

Tout le monde s'accorde à pointer la nécessité à voter cette nouvelle mouture du rapport en prenant acte des évolutions depuis la version précédente et surtout en évitant une intervention autoritaire de l'État. C'est ce rapport qu'il vous est demandé d'approuver aujourd'hui. Vous y constaterez en sa page 27 ce qui va s'appliquer au montant de l'attribution de compensation de Choisy-le-Roi pour 2018. Je rappelle que c'est la première fois que nous verrons varier le montant de cette attribution de compensation. L'AC 2018 de Choisy-le-Roi baissera de 5 301 euros et passera de 13 518 428 euros à 13 513 127 euros.

Vous pensez tous que j'aurais simplement pu vous dire que nous avons perdu 5301 euros, afin de passer aux points suivants de l'ordre du jour. Si infime soit la somme pour cette compétence-là, je pense très sincèrement que nous nous devons tous, nous les élus, quelles que soient nos sensibilités politiques, nous former et nous familiariser avec ces mécanismes. Un jour ou l'autre dans un futur à court et moyen terme, des compétences qui représenteront des budgets beaucoup plus conséquents, y compris pour notre commune, seront dévolues au territoire d'une part et à la MGP d'autre part. Les modes de calcul, les mécanismes de prise de décisions politiques que nous sommes en train d'expérimenter à petite échelle pour

cette première compétence prendront à ce moment-là toutes leurs forces et auront un impact important aussi bien sur les finances communales que sur les compétences et la gouvernance de nos communes et de notre commune. Si vous avez bien lu le rapport, vous verrez déjà que ces compétences pour certaines communes de taille équivalente à la nôtre et qui avaient des politiques environnementales volontaires très affirmées connaissent déjà des répercussions financières notables.

Je vous remercie de votre écoute. En m'excusant du temps que j'ai pris, c'est dans cette logique que je vais conclure ce propos en trois points. Premièrement, cette somme de 5301 euros sera imputée rétroactivement sur le budget 2018. Elle comprend une estimation de 4300 euros pour une participation au plan de prévention du bruit dans l'environnement dans lequel s'inscrit Choisy-le-Roi, elle comprend une estimation du coût de l'adhésion du territoire 12 à Bruitparif calculé en fonction du nombre d'habitants de Choisy-le-Roi et en fonction du mode de calcul du montant de l'adhésion tel qu'il figure dans les statuts de Bruitparif. Je rappelle que Bruitparif a été créé en 2004 par la région Île-de-France et la majorité politique qui la dirigeait alors. Il s'agit encore un peu d'un centre d'évaluation technique de l'environnement sonore doté par la suite de missions d'intérêt général visant à fédérer et accompagner les politiques de lutte contre les nuisances sonores. Je vous remercie de votre attention.

M. le Maire : Je vous remercie Monsieur Tisler. Il est vrai que lorsque j'avais émis l'hypothèse qu'il fallait parler de ce rapport, je ne me doutais pas que nous en serions là dans notre ordre du jour. Vous m'excuserez de cette demande faite à Frédéric, mais c'est aussi pour vous montrer la complexité dans laquelle nous sommes aujourd'hui du fait de la loi NOTRe. Tu disais que cela allait arriver, mais nous sommes déjà dans cette complexité-là. Monsieur Panetta.

M. Panetta : Je tiens à rassurer Monsieur Tisler. Je lui suis reconnaissant, cela aurait été la même chose pour 2 euros, ce n'est pas rien 5000 euros. De toute façon, c'était beaucoup plus profond que cela. Nous avons le devoir de pouvoir expliquer chaque euro dépensé, nous en sommes là aujourd'hui. Les gens ont la très nette impression que l'impôt ne remplit plus ses missions d'où le nombre croissant du refus de paiement de ce dernier. Il faut défendre cela d'une manière plus profonde. C'est l'État d'esprit de la Métropole ou peut-être de ses dirigeants. De toute façon je suis contre les territoires tels qu'ils sont et la Métropole, ce n'est pas possible. Cela a des influences sur ce que nous vivons aujourd'hui, sur la vie en province. L'Île-de-France et cette Métropole ce n'est pas la France. Cela suffit avec l'Île-de-France et cela suffit aussi de nous dire que pour cette année la subvention est maintenue aux intercommunalités. Lorsqu'elle sera entièrement dévolue à la Métropole ils doivent nous la restituer à 100 % et ils ne veulent pas.

Notre groupe s'abstient. Vous avez bien fait de combattre pied à pied, mais je n'ai pas tout à fait entendu de la part du président du territoire le même son de cloche, il s'accommodait assez bien du fonctionnement contrairement à d'autres groupes qui étaient assez remontés. C'est une réalité. Je voudrais ajouter qu'au territoire nous avons beaucoup parlé de transformer le territoire en OPCI, afin de lever l'impôt. Comment cela va-t-il être possible de lever un impôt dans l'atmosphère actuelle ? Arrêtons cette folie avec la loi NOTRe.

M. le Maire : Je pense que vous n'avez pas été très attentif aux différentes conférences de presse qui ont eu lieu. Je peux vous dire que le président du territoire était un des premiers à monter au créneau et à rencontrer le préfet de région. Il faut se tenir au courant des choses.

Il nous est demandé par délibération d'approuver le rapport, qui est un rapport de travail, de constat. Il ne s'agit pas de décider aujourd'hui des instances telles qu'elles sont et sachez

que 93 % de maires sont aujourd'hui contre le fonctionnement de la Métropole du Grand Paris. De plus, lorsque vous disiez que nous n'entendions pas parler de ceux qui sont contre la démarche imposée par la loi NOTRe, sachez que nous y sommes tous quasiment opposés même s'il y a des lobbyings qui s'exercent de-ci de-là et où le président Ollier est à la manœuvre. Je passe au vote.

La délibération n°11 est adoptée à l'unanimité (10 abstentions).

SPORTS

→ 12. Subvention municipale aux sportifs de haut niveau – année 2018

M. le Maire : Sur la subvention municipale aux sportifs de haut niveau, y-a-t-il des réactions ? Mme Arnaud.

M^{me} Arnaud : La Commission s'étant réunie, elle a discuté des quatre questions touchant au sport et elle a donné un avis favorable à l'unanimité sur les quatre questions.

M. le Maire : je passe tout de suite au vote.

La délibération n°12 est adoptée à l'unanimité.

→ 13. Subvention spécifique destinée aux écoles de clubs des associations sportives – répartition 2018

M. le Maire : Subvention spécifique aux écoles des clubs, des questions ? Non, je passe au vote.

La délibération n°13 est adoptée à l'unanimité.

→ 14. Répartition du solde des subventions aux associations sportives – année 2018

M. le Maire : Solde des subventions aux associations sportives. Pas de remarque ? Je passe au vote.

La délibération n°14 est adoptée à l'unanimité.

TARIFICATIONS

→ 15. Tarification des activités sportives au 1er janvier 2019

M. le Maire : Délibération sur la tarification des activités sportives. Pas de remarque ? Je passe au vote.

La délibération n°15 est adoptée à l'unanimité.

→ 16. Tarification des droits de voirie à compter du 1er janvier 2019

M. le Maire : Tarification des droits de voirie. Pas de remarque ? Je passe au vote.

La délibération n°16 est adoptée à l'unanimité.

→ 17. Tarifs de location des centres de vacances du 1er janvier au 31 décembre 2019

M. le Maire : La parole est à Mme Juhel.

M. Juhel : Il s'agit d'augmentations concernant des populations extérieures à la ville de Choisy-le-Roi utilisant nos centres. Vous vous rappelez que nous avons décidé pour l'équilibre financier de ces centres d'y accueillir des populations extérieures qui nous aidaient à garder ces centres de vacance. L'effort de location et d'utilisation est fait lorsque la population Choisyenne ne les utilise pas. L'existence de ces centres est ainsi rentabilisée.

M. le Maire : C'est une très bonne chose et nous l'avons demandé au directeur de centres. Ces lieux sont de plus en plus demandés. Passons au vote.

La délibération n°17 est adoptée à l'unanimité.

VIE INTERNATIONALE

→ 18. Approbation de la convention de mécénat avec Agnès.B, projet échange avec l'association « L'éducation grandit la Bosnie-Herzégovine », Bosnie-Herzégovine

M. le Maire : Je tenais à vous dire que je suis très content d'un fait national voire international. Je veux parler de Salah Hamouri qui a été libéré et qui est actuellement en France. Je salue tous ceux qui ont œuvré pour sa libération, à la fois le Comité de soutien et tous les élus qui se sont investis. J'en suis heureux évidemment pour son épouse et son petit garçon.

Cette première convention est un mécénat avec Agnès.B concernant le travail et l'échange que nous avons avec l'association du général Divjak. Comme vous le savez, c'est le sauveur de Sarajevo, il est venu plusieurs fois à Choisy-le-Roi et travaille notamment avec le club de prévention de la Bosnie-Herzégovine. Agnès.B attribue une subvention de mécénat.

La délibération n°18 est adoptée à l'unanimité

→ 19. Approbation de la convention de subvention à passer entre la commune et le SIAAP, projet Coopération décentralisée « un marché pour Tringa-Maréna » au Mali

M. le Maire : Mme Baron pour cette deuxième délibération.

Mme Baron : Il est dommage que M. Ziegelmeyer ne soit pas là. Je voulais savoir s'il était au courant que des enfants travaillent au Mali. Nous ne voulons pas fermer les yeux, nous demandons au gouvernement malien d'agir, car il y a un sous-sol qui est producteur d'or. C'est le plus important producteur d'or du monde donc ils ont un fort potentiel économique et ils font travailler les enfants comme porter des charges très lourdes, etc. Je lui en avais déjà parlé et il serait bien lorsqu'il fait un tel voyage qu'il puisse nous rapporter ce qu'il y voit. Nous donnons tout de même 40 000 euros alors qu'ils sont bien plus riches que nous et cela ne profite pas à la population, comme d'habitude.

M. le Maire : Je vous laisse à votre analyse de ce point de vue. J'ai été très heureux et très fier de recevoir l'ambassadeur il y a quelques semaines à la salle des Navigateurs et ce que je constate sur le projet que nous avons à Tringa-Maréna, c'est la mobilisation de la diaspora malienne, ici, en France. C'est un acteur important qui participe dans notre démarche de solidarité d'ici et là-bas. C'est bien ce que nous voulions développer, à savoir, comment les populations ici qui sont originaires de ce pays participent à l'effort de construction. C'est ce qui est en train de se faire et je trouve cela tout à fait intéressant puisque nous sommes dans de l'aide au développement. C'est une convention et il y aura d'autres conventions avec l'Agence française de développements (AFD) celle-là même qui est en lien avec le ministère des Affaires étrangères qui sont passées en janvier aussi pour soutenir ce projet.

Mme BARON : Je souhaitais rajouter que, justement, vous êtes en rapport avec eux donc il vous faut leur parler des droits de l'enfant, qu'en font-ils ? C'est important, nous donnons 40 000 euros tout de même.

M. le Maire : D'autant plus, Madame Baron, que nous sortons de la journée internationale des droits de l'enfant. Pour ce qui nous concerne, nous avons été acteurs pour cette valorisation en 1989.

La délibération n°19 est adoptée à l'unanimité.

TRAVAUX – URBANISME

→ 20. Acquisition des usufruits temporaires portés par l'EPFIF dans la Résidence du Parc

M. le Maire : L'acquisition des usufruits temporaires résidence du parc, des réactions ? On passe au vote.

La délibération n°20 est adoptée à l'unanimité.

→ 21. Acquisition auprès du SAF 94 du 23 Joliot Curie au prix de 293 394,97 euros

M. le Maire : L'acquisition du 23 Joliot-Curie, des questions ? On passe au vote.

La délibération n°21 est adoptée à l'unanimité

→ 22. Saisine du SAF 94 pour acquérir un appartement (lot n° 13) sis 76 Villeneuve-Saint-Georges

M. le Maire : Sur ce point, M. Diguët.

M. Diguët : Actuellement, nous n'avons pas de projet particulier. Vous savez que nous travaillons sur l'agrandissement de l'école Joliot-Curie. Nous hésitons encore, il se pourrait que cela devienne également un parking pour le personnel enseignant. Nous verrons comment cela sera réalisé, peut-être moitié, moitié. Il n'y a pas encore de projets concrètement définis sur ce point.

M. le Maire : C'est un bien qui nous revient. J'ai eu connaissance d'une mixité, à la fois square et parking.

Un Intervenant : C'est un terrain très nécessaire sur la durée des travaux, car il nous permet un certain nombre d'ajustements techniques importants.

M. le Maire : D'autres remarques ? Je passe au vote.

La délibération n°22 est adoptée à l'unanimité.

→ 23. Approbation des conventions de portage foncier avec le SAF 94 concernant les opérations 100 et 166 à intégrer dans le périmètre « Diffus VSG »

M. le Maire : Des questions sur cette délibération ? Je passe au vote.

La délibération n°23 est adoptée à l'unanimité.

→ **24. Délibération rectificative – acquisition des usufruits temporaires des biens portés par l'EPFIF dans le cadre de la convention de portage foncier sur le périmètre du centre commercial Choisy Sud II**

M. le Maire : Des questions sur cette délibération ? Je passe au vote.

La délibération n°24 est adoptée à l'unanimité.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

→ **25. Approbation de la convention de partenariat avec le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) – agence de l'énergie pour la période 2019-2020**

M. le Maire : Avez-vous des demandes d'explications ? Monsieur Panetta

M. Panetta : Ont-ils toujours l'antenne à Choisy-le-Roi ?

M. le Maire : Non, ils sont partis à Maisons-Alfort depuis un peu plus de deux ans. Mais nous continuons à travailler avec eux.

La délibération n°25 est adoptée à l'unanimité.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

→ **26. Modification des représentant.e.s de la commune dans différentes instances**

M. le Maire : Cette délibération intervient suite à la démission de trois conseillers. Avez-vous des remarques ? Je passe au vote.

La délibération n°26 est adoptée à l'unanimité.

→ **27. Rapport annuel 2017 du SIFUREP**

M. le Maire : Sur le rapport annuel du SIFUREP, Mme Arnaud.

M^{me} Arnaud : Ce soir, il est demandé au Conseil municipal de prendre acte comme chaque année du rapport d'activité du syndicat intercommunal funéraire de la région parisienne pour l'année 2017.

Dans ce rapport sont rappelés les différentes missions du SIFUREP ainsi que les chiffres clés de tous ses secteurs d'activité. Je vous invite tout simplement à lire ce rapport d'activité à travers la synthèse qui vous a été transmise.

Je profite de ce temps de parole pour dire quelques mots concernant notre cimetière de Choisy-le-Roi dont l'aspect a bien changé depuis quelques mois à la satisfaction générale. Je me permets de vous faire une brève présentation de la structure. Notre cimetière communal a une capacité de 7524 emplacements répartis sur cinq hectares, ce qui fait beaucoup à entretenir. Il dispose également de deux sites cinéraires aménagés de 100 places ainsi qu'un jardin du souvenir destiné à la dispersion des cendres. L'autre site dispose de six emplacements.

Ce site a été entièrement réalisé par les agents de salubrité dont nous ne parlons jamais et dont nous connaissons fort peu le travail. Pour accomplir ces missions, notre cimetière dispose de cinq personnes : un conservateur, un adjoint au conservateur, et trois agents de salubrité qui, en quelques mois, ont effectué un travail absolument remarquable. Ce cimetière est maintenant en partie engazonné et cette verdure a largement amélioré la qualité et l'aspect visuel de cette structure.

Je rappelle aussi qu'un travail extrêmement important est fait sur les concessions puisque nous en avons 1065 à reprendre, concessions placées sous la responsabilité de M. le Maire. Conformément à l'étude sur les besoins futurs de cette structure, il est nécessaire de continuer à avoir le rythme de 60 reprises permettant de ne pas avoir à agrandir le cimetière à l'horizon de 2030.

Cette année, les agents se sont rendus au CTM pour récupérer des matériaux qui n'ont plus d'utilité dans les services, destinés à la déchetterie. Ils les ont remis en état et leur ont donné une destination d'usage totalement nouvelle comme une jardinière décorative, quatre massifs de fleurs, des plots en béton aménagés en jardinière, des espaces verts plantés au pied des arbres, des barrières amovibles pour éviter les difficultés liées aux déplacements, etc. Ce soir, je voulais simplement pouvoir remercier ces cinq agents du cimetière pour leur travail et pour leur motivation, parce que notre structure, que j'avais entendue tellement décriée, est devenue aujourd'hui un bel endroit, serein et fort bien entretenu.

M. le Maire : À travers cette démarche, nous nous apercevons que le cimetière est un espace où il fait bon vivre. *(Rires)* Nous prenons acte du rapport du SIFUREP.

La délibération n°27 est adoptée à l'unanimité

→ 28. Attribution d'un fonds d'urgence de 1500 euros au Secours Populaire au profit des sinistrés des inondations dans l'Aude

M. le Maire : Nous savons ce que veulent dire les problèmes d'inondation, mais avons tous été marqués par les images que nous avons vues. Il y a des solidarités des villes, mais aussi des départements puisque le département du Val-de-Marne attribue également au département de l'Aude une aide de 15 000 euros. Je passe au vote

La délibération n°28 est adoptée à l'unanimité

→ 29. Compte rendu des décisions L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales

Le Conseil municipal prend acte du compte-rendu des décisions L 2122-22 du CGCT

QUESTIONS DIVERSES

M. le Maire : nous passons aux trois vœux que vous avez eu sur table.

- **30. Vœu présenté par le Maire et approuvé à l'unanimité par l'assemblée générale de l'AM94 : Les élus contre l'asphyxie financière et institutionnelle des communes se rassemblent pour défendre la démocratie et les services publics de proximité**

Le premier est un vœu, qui est présenté dans tous les Conseils municipaux du Val-de-Marne, fait suite à l'Assemblée générale des maires du Val-de-Marne. Lors de cette Assemblée, ce vœu a été voté à l'unanimité et il nous semblait important que chaque maire

prenne la responsabilité de le présenter devant son Conseil municipal. C'est un vœu de faits consensuels, il est à l'image de la diversité des maires du Val-de-Marne. Ceci étant, nous souhaitons dire que nous voulons continuer à être des maires et des élus de proximité au service de nos habitants.

Le vœu est adopté à l'unanimité.

▪ **31. Vœu présenté par les élu.e.s de la Majorité : Non à la privatisation d'Aéroports de Paris !**

M. le Maire : Le vœu suivant concerne le risque de privatisation de l'aéroport de Paris. La parole à M. Hervy.

M. Hervy : Il s'agit de la plus grande privatisation que le pays n'ait jamais connue, privant l'État de dividendes au moment où le groupe ADP se porte le mieux. L'action ADP a grimpé de 60 % en cinq ans avec un taux de rendement de 2,5 % par an. Examiner cette privatisation par le seul prisme économique obère de fait les conséquences liées au désengagement régulateur de l'État majoritaire. En effet, ADP situé au cœur du Grand Paris en tant qu'aménageur exploitant et développeur, sans ignorer l'intérêt stratégique des aéroports d'Orly et de Charles de Gaulle a tout d'un service public national. Le risque que comporte cette privatisation est qu'un jour, des capitaux étrangers prennent une part aux intérêts stratégiques du transport aérien en France et tout particulièrement en Île-de-France, mettant en cause la sécurité nationale et l'indépendance aéronautique de la France sur son propre territoire.

Il suffit pour s'en convaincre de voir la situation de l'aéroport de Nice qui en est le triste exemple avec la présence de capitaux italiens dans le consortium du groupe depuis juillet 2017. Pour les riverains de l'aéroport d'Orly et particulièrement les Choisyens et les Choisyennes, le danger sous-jacent de cette privatisation est de voir la régulation des survols, déjà si difficile à faire respecter, laisser place à une dérégulation plus forte liée à la recherche d'une plus grande rentabilité entamant un peu plus la qualité de vie de nos concitoyens qui subiront de nouvelles nuisances.

Comment sera-t-il possible de résister au lobbying une fois les avions bien remplis ? Nous pouvons légitimement penser qu'il faudra immanquablement augmenter le nombre de passagers et donc de vols pour satisfaire les appétits des actionnaires avec un impact sur le couvre-feu actuel. L'aéroport d'Orly, sous couvert d'une modernisation rendue nécessaire avec l'évolution des technologies aéronautiques et des besoins des passagers, n'est-il pas en train de se préparer à ces nouveaux enjeux ?

Le vœu qui vous est présenté ce soir, et nous souhaitons qu'il soit adopté à l'unanimité, n'a pas la prétention de tout régler, mais de porter la voix représentative de nos concitoyens de toutes ces inquiétudes au plus haut niveau. Je vous en donne lecture :

Considérant que l'Etat, majoritaire à hauteur de 50,6% dans le groupe ADP, entend céder tout ou partie de ses participations au secteur privé à hauteur de 10 milliards d'euros et ce afin d'abonder le fond pour l'innovation de 10 milliards d'Euros mis en place par l'Etat ;

Considérant les motivations de cette privatisation, qui s'appuient sur des arguments économiques de court-terme alors même que le groupe ADP a redistribué ces dix dernières années plus de 2 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires dont l'Etat ;

Considérant l'enjeu de sécurité nationale posé par cette privatisation ;

Considérant le risque que comporte toute privatisation de voir un jour des capitaux étrangers prendre part aux intérêts stratégiques du transport aérien en France ;

Considérant l'enjeu d'aménagement du Grand Paris posé à travers l'avenir des plateformes d'Orly, de Paris-Charles de Gaulle et du Bourget ;

Considérant qu'avec la privatisation d'ADP, le retour sur investissement primera sur le développement et l'amélioration des plateformes d'Orly et de Roissy ;

Considérant le poids économique du groupe ADP en l'Ile-de-France, avec un système aéroportuaire représentant 8,3% de l'emploi salarié dans la Région, et le risque pour l'emploi induit par la privatisation ;

Considérant que face à la légitime inquiétude des populations riveraines, la maîtrise publique est indispensable à un développement des activités aéroportuaires garantissant le maintien du couvre-feu, entre 23h30 et 6h et la limitation des mouvements de vols de 250 000 par an à Orly ;

Considérant que cette même puissance publique est la plus apte à prendre en compte les enjeux environnementaux liés au trafic aérien qui ne peuvent être négligés au profit de la seule logique de rentabilité ;

Considérant que bien que par dérogation, les collectivités d'Ile-de-France et le département de l'Oise pourront entrer dans le tour de table que les collectivités riveraines des plateformes concernées n'ont pas été consultées sur ce choix par le Gouvernement avant la présentation du projet de loi « Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (PACTE) » ;

Le Conseil municipal de Choisy-le-Roi, réuni en séance le mercredi 28 novembre 2018

S'oppose à la privatisation du groupe ADP, entreprise gestionnaire des aéroports d'Orly, de Roissy et du Bourget.

M. le Maire : Je vous remercie. Avez-vous des demandes ? Je passe au vote.

Le vœu est adopté à l'unanimité.

M. le Maire : Il est important que nous ayons l'unanimité sur ce vœu-là au regard de la situation dans laquelle nous sommes à Choisy-le-Roi, à proximité d'Orly.

- **32. Vœu présenté par les élu.e.s de la Majorité : Sport pour tous, tous pour le sport !**

M. le Maire : Enfin, le dernier vœu que nous avons émis lors du dernier Conseil municipal, concernent le sport pour tous et tous pour le sport. Monsieur Aoummis.

M. Aoummis : Je vous fais grâce de toute la première partie qui est un rappel sur l'organisation de la politique sportive en France depuis une cinquantaine d'années.

Je passe à un élément fondamental qui est que l'État a progressivement donné dans cette politique sportive les caractéristiques d'une mission de service public en se fondant sur la notion d'intérêt général inscrite dans le Code du sport. Cependant, depuis 2017 nous notons la suppression de plus de 120 000 contrats aidés, source essentielle dans la structuration des clubs sportifs amateurs. La suppression du Centre national du développement du sport, qui permettait un certain nombre de financements, aujourd'hui n'existe plus. Il devrait être remplacé par un regroupement d'intérêt public dont les contours et les prérogatives ne sont pas clairs.

Je fais état aussi des dotations publiques en faveur du sport. Je fais référence à la lettre ouverte de 380 sportifs à Emmanuel Macron dans laquelle de nombreux champions olympiques dont Teddy Riner, Martin Fourcade et bien d'autres, demandent au Président de la République le maintien d'un encadrement public d'utilité. C'est l'illustration d'une inquiétude générale qui traverse le mouvement sportif.

Je cite une partie de leur lettre : « *Nous, sportives et sportifs de haut niveau et autres, nous sommes très inquiets. L'annonce de la suppression de 1006 contrats techniques d'ici 2022 et la réduction allouée au sport pour 2019 sont contradictoires avec l'objectif des performances attendues et désastreuses pour l'héritage que nous laisserons aux nouvelles générations.* »

Dans le projet de Loi de finances 2019, le budget du ministère plafonne à 451 millions d'euros soit 30 millions de moins sur un an. Je finirai en disant que le sport ne doit pas être vu comme une variable d'ajustement, mais comme un investissement d'avenir. Il sert la cohésion sociale des territoires, la solidarité, l'intégration, la fierté nationale, la santé, l'entraide, le savoir et la connaissance. Une récente étude du Centre du droit et de l'économie du sport évalue le poids économique du sport à plus de 21 milliards d'euros par an sans compter les externalités sociales positives. Malheureusement, aujourd'hui, nous constatons que nous sommes sur un mauvais chemin pour le mouvement sportif. Ce vœu est une contribution qui se rajoute à bien d'autres partout en France pour défendre le modèle sportif français. Je vous remercie.

M. le Maire : Je vous remercie. M. Panetta.

M. Panetta : Il est tard et nous ne pourrions pas débattre, mais je suis foncièrement en colère contre l'organisation du monde sportif actuel, sportifs de haut niveau y compris. Les footballeurs professionnels sont tous pris dans un scandale les uns après les autres. Tout le monde a soutenu cette horreur des JO de 2024. Je suis désolé, jamais je ne voterai ce vœu. Le monde amateur ferait bien de se rebeller, car il ne doit rien perdre et il est possible que le monde amateur obtienne plus d'argent. Taxons les multinationales du sport, car aujourd'hui, beaucoup de sportifs à eux seuls sont des multinationales. Quant à leurs dirigeants, je préfère ne rien en dire ici. Je vous remercie.

M. le Maire : Je vous remercie. M. Briennon.

M. Briennon : Vous avez lu la lettre des sportifs au Président de la République. Vous eussiez pu lire la réponse du Président de la République aux sportifs s'engageant au fait que les 1600 conseillers dont vous parlez ne sont absolument pas supprimés. Par contre, 55 millions d'euros complémentaires sont mis sur la table pour le sport de haut niveau et la diffusion de la performance. Dans ce contexte-là, à titre personnel, je ne voterai pas ce vœu.

M. le Maire : Je vous remercie. M. Panetta.

M. Panetta : Une illustration tout de même. Lorsqu'il est vendu de la cohésion sociale, de la justice, etc., à d'autres ! Lorsqu'un très grand champion olympique prend part à l'organisation des JO, etc., cela est normal. Mais lorsqu'il apparaît dans la presse que le salaire est de 400 000 euros, non. J'aime le monde sportif amateur.

M. le Maire : Nous avons bien entendu votre positionnement. Nous passons au vote.

Le vœu est adopté à la majorité (8 contres, 2 abstentions).

La séance est levée à 23 h 59.